



Statistique Canada

Rapport sur le rendement

Pour la période se terminant
le 31 mars 2001

Canada

Présentation améliorée des rapports au Parlement

Document pilote

Chaque année, le gouvernement établit son Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement.

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en plusieurs parties. Commenant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder.

Le *Rapport sur les plans et les priorités* fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes qui sont principalement axés sur une planification plus stratégique et les renseignements sur les résultats escomptés.

Le *Rapport sur le rendement* met l'accent sur la responsabilisation basée sur les résultats en indiquant les réalisations en fonction des prévisions de rendement et les engagements à l'endroit des résultats qui sont exposés dans le *Rapport sur les plans et les priorités*.

Le Budget des dépenses, de même que le budget du ministre des Finances, sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

©Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — 2001

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des

Éditions du gouvernement du Canada – TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

No de catalogue BT31-4/12-2001

ISBN 0-660-61730-7



Avant-propos

Au printemps 2000, la présidente du Conseil du Trésor a déposé au Parlement le document intitulé *Des résultats pour les Canadiens et les Canadiennes : Un cadre de gestion pour le gouvernement du Canada*. Ce document expose clairement les mesures qu'entend prendre le gouvernement pour améliorer et moderniser les pratiques de gestion des ministères et organismes fédéraux.

En ce début de millénaire, l'approche utilisée par le gouvernement pour offrir ses programmes et services aux Canadiens et Canadiennes se fonde sur quatre engagements clés en matière de gestion. Tout d'abord, les ministères et les organismes doivent reconnaître que leur raison d'être est de servir la population canadienne et que tous leurs programmes, services et activités doivent donc être « axés sur les citoyens ». Deuxièmement, le gouvernement du Canada s'est engagé à gérer ses activités conformément aux valeurs les plus élevées de la fonction publique. Troisièmement, dépenser de façon judicieuse, c'est dépenser avec sagesse dans les secteurs qui importent le plus aux Canadiens et Canadiennes. En dernier lieu, le gouvernement du Canada entend mettre l'accent sur les résultats, c'est-à-dire sur les retombées et les effets des programmes.

Les rapports ministériels sur le rendement jouent un rôle de premier plan dans le cycle de planification, de suivi, d'évaluation ainsi que de communication des résultats, par l'entremise des ministres, au Parlement et aux citoyens. Plus tôt cette année, les ministères et les organismes ont été invités à rédiger leurs rapports en appliquant certains principes. Selon ces derniers, un rapport ne peut être efficace que s'il présente un tableau du rendement qui soit non seulement cohérent et équilibré mais bref et pertinent. Un tel rapport doit insister sur les résultats, soit les avantages dévolus aux Canadiens et Canadiennes, plutôt que sur les activités. Il doit mettre le rendement du ministère en contexte et le rattacher aux engagements antérieurs, tout en expliquant les écarts. Et comme il est nécessaire de dépenser judicieusement, il doit exposer clairement les liens qui existent entre les ressources et les résultats. Enfin, un tel rapport ne peut être crédible que si le rendement décrit est corroboré par la méthodologie utilisée et par des données pertinentes.

Par l'intermédiaire des rapports sur le rendement, les ministères et organismes visent à répondre au besoin croissant d'information des parlementaires et des Canadiens et Canadiennes. Par leurs observations et leurs suggestions, les parlementaires et les autres lecteurs peuvent contribuer grandement à améliorer la qualité de ces rapports. Nous invitons donc tous les lecteurs à évaluer le rendement d'une institution gouvernementale en se fondant sur les principes précités et à lui fournir des commentaires en vue du prochain cycle de planification.

Le présent rapport peut être consulté par voie électronique sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/dpr/dprf.asp>

Les observations ou les questions peuvent être adressées directement au webmestre de ce site Web ou à l'organisme suivant :

Direction de la Gestion des résultats et des rapports

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

L'Esplanade Laurier

Ottawa (Ontario) K1A 0R5

Téléphone : (613) 957-7167 – Télécopieur : (613) 957-7044



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Statistique Canada

Rapport ministériel sur le rendement

Pour la
période se terminant
le 31 mars 2001

Brian Tobin
Ministre de l'Industrie

Table des matières

Sommaire	5
Section I	
Message du Ministre pour le Portefeuille	7
Section II	
Rendement de l'organisme.....	9
A. Contexte social	9
B. Attentes en matière de rendement.....	12
C. Réalisations en matière de rendement	15
Section III	
Aperçu du rendement financier.....	63
A. Tableaux financiers récapitulatifs	64
Section IV	
Aperçu de l'organisme.....	67
Section V	
Autres renseignements	71
A. Contacts pour plus de renseignements	71
B. Mandat législatif	72
C. Calendrier de diffusion des enquêtes principales.....	73
D. Initiatives de Lacunes statistiques II	74
Index.....	79

Liste des tableaux

Tableau 1 : Engagements clés de l'organisme	13
Tableau 2 : Engagements clés de l'organisme	14
Tableau 3 : Coefficients de variation pour les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada.....	38
Tableau 4 : Taux de réponse pour les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada.....	39
Tableau 5 : Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada)	41
Tableau 6 : Utilisation de systèmes de classification type pour certaines grandes enquêtes essentielles	56
Tableau 7 : Sommaire des crédits approuvés	64
Tableau 8 : Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles	64
Tableau 9 : Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles	65
Tableau 10 : Recettes disponibles	65
Tableau 11 : Recettes non disponibles	66
Tableau 12 : Paiements de transfert	66
Tableau 13 : Ressources de 2000-2001 par secteur de programme et secteur d'activité	68
Tableau 14 : Domaines principaux, produits choisis et niveau de service.....	73

SOMMAIRE

Statistique Canada est l'organisme statistique central du Canada chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Il joue un rôle central dans l'éclaircissement des discussions de politique publique. La plupart des problèmes que les Canadiens doivent affronter donnent lieu à des études s'inspirant des données et des analyses de Statistique Canada, comme le démontre d'ailleurs la couverture médiatique dont l'organisme fait l'objet. En janvier 2001, le *Discours du Trône* présentait cinq sujets prioritaires dans lesquels le gouvernement continue d'investir considérablement : le plan d'action fédéral-provincial en matière de santé, les enfants, les jeunes, l'innovation et les compétences. Grâce aux produits de l'organisme, chacune de ces questions continuent d'être mises en évidence. Les données de Statistique Canada ont aidé à quantifier les questions entourant ces priorités et, conjuguées aux analyses objectives, ont permis aux entreprises et au gouvernement de prendre des décisions éclairées afin de favoriser le bien-être des Canadiens.

Le présent rapport donne un aperçu des priorités et des réalisations de Statistique Canada en 2000-2001. La mesure du rendement de Statistique Canada est présentée en fonction d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs afin de respecter le cadre d'assurance de la qualité de l'organisme.

En 2000-2001, Statistique Canada a continué d'éclairer les décideurs canadiens à propos de questions importantes. Comme toujours, on a reconnu qu'il y avait de nouveaux besoins en renseignements pour la formulation des politiques dans les domaines de l'économie fondée sur le savoir, de la croissance économique, de la cohésion sociale, du développement des ressources humaines et des possibilités et défis mondiaux. L'organisme élabore actuellement des façons appropriées d'améliorer ses programmes ou crée de nouvelles enquêtes afin de répondre à ces besoins, ainsi qu'à ceux liés aux peuples autochtones, à la diversité ethnique, à l'immigration, au bénévolat, à l'éducation et à la santé. Statistique Canada a continué de faciliter l'accès des usagers aux archives de données en présentant de nouveaux logiciels fondés sur la technologie d'Internet et en enrichissant ses bases de données.

SECTION I

MESSAGE DU MINISTRE POUR LE PORTEFEUILLE

Le gouvernement du Canada s'est engagé à faire du pays un chef de file dans l'économie mondiale fondée sur le savoir du XXI^e siècle. Il a adopté à cette fin une vision fort ambitieuse : faire reconnaître le Canada comme l'un des pays les plus novateurs du monde.

Pourquoi mettre ainsi l'accent sur l'innovation? C'est qu'il s'agit de l'une des sources d'avantage concurrentiel les plus puissantes des économies modernes. L'innovation stimule la productivité et la croissance économique, qui à leur tour, accroissent la prospérité et la qualité de vie de la population. La capacité d'innovation des entreprises canadiennes et du Canada tout entier et, partant, son aptitude à soutenir la concurrence à l'échelle mondiale dépendent de notre aptitude à acquérir et à adapter des connaissances ainsi qu'à les enrichir.

La promotion de l'innovation et de la recherche et du développement (R et D) constitue la pierre angulaire du programme du gouvernement; nous avons sur ce front accompli des progrès. Les entreprises canadiennes occupent le deuxième rang parmi les pays du G-7 en ce qui a trait à la croissance des dépenses de R et D. Le Canada arrive en tête pour ce qui est du taux de croissance des emplois en R et D. En outre, le gouvernement s'est engagé, d'ici 2010, à doubler ses investissements en R et D et à propulser le Canada parmi les cinq premiers pays du monde pour la performance en R et D.

En ce qui concerne la participation à la révolution Internet ou à ce qu'on appelle maintenant la « connectivité », le parcours du Canada fait l'envie des autres pays. Nous sommes l'un des pays les plus branchés du monde : nous avons branché toutes nos écoles et nos bibliothèques à Internet il y a plus de deux ans et devançons tous les autres pays quant au pourcentage de la population branchée. De surcroît, et cela constitue un objectif crucial, le Groupe de travail national sur les services à large bande a conseillé le gouvernement sur la façon d'assurer aux citoyens, aux entreprises, aux établissements publics et à toutes les collectivités du Canada un vaste accès aux services à large bande d'ici 2004.

Les membres du Portefeuille de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence spatiale canadienne
Banque de développement du Canada*
Commission canadienne du tourisme*
Commission du droit d'auteur Canada
Conseil canadien des normes*
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil national de recherches Canada
Développement économique Canada pour les régions du Québec
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Industrie Canada
Société d'expansion du Cap-Breton*
Statistique Canada
Tribunal de la concurrence

** Organisation non tenue de soumettre un rapport sur le rendement.*

À titre de ministre responsable du Portefeuille de l'Industrie, j'ai la charge de 15 ministères et organismes qui jouent un rôle déterminant dans l'exécution du programme du gouvernement. Ce Portefeuille gère plus de 40 % des fonds fédéraux consacrés aux sciences et à la technologie ainsi que toute une gamme de programmes complémentaires visant à aider les entreprises, grandes et petites, à prendre leur essor et à prospérer. Le portefeuille de l'Industrie a donc une envergure nationale, qui va de la plus petite collectivité à des régions entières.

J'ai le plaisir de présenter le *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada, qui montre comment l'organisme a contribué à réaliser le programme du gouvernement au cours de l'année 2000-2001. Statistique Canada a accompli des progrès sur plusieurs plans. Ses données ont aidé à quantifier et à éclairer les questions entourant les cinq priorités du gouvernement indiquées dans le *Discours du Trône* de janvier 2001 : le plan d'action fédéral-provincial en matière de santé, les enfants, les jeunes, l'innovation et les compétences. Statistique Canada élabore actuellement des façons appropriées d'améliorer ses programmes ou crée de nouvelles enquêtes afin de répondre aux besoins en renseignements pour la formulation des politiques dans les domaines de l'économie fondée sur le savoir, de la croissance économique, de la cohésion sociale, du développement des ressources humaines et des possibilités et défis mondiaux, ainsi que dans ceux liés à la diversité ethnique, à l'immigration, au bénévolat, à l'éducation et à la santé. L'organisme a continué de rendre son information plus accessible à l'ensemble des Canadiens.

Le gouvernement a décidé de renforcer l'innovation au Canada en investissant dans la recherche et le savoir et en dotant le pays d'une population hautement qualifiée. Il épaulé tous les Canadiens en leur offrant un accès continu aux outils et aux compétences dont ils ont besoin pour réussir. Il est en voie d'édifier un milieu de recherche de pointe, dans lequel les meilleurs cerveaux pourront faire des découvertes remarquables ici même au pays. Enfin, il collabore avec les chercheurs et les entrepreneurs pour que le Canada soit le pays où les nouveaux produits et procédés sont commercialisés le plus rapidement.

L'honorable Brian Tobin

SECTION II

RENDEMENT DE L'ORGANISME

A. Contexte social

Nombreux sont les moyens d'évaluer l'état d'une nation et de son peuple. Pour y parvenir, on doit disposer d'information sur les dimensions nombreuses et variées de l'État-nation moderne, notamment sur sa population, son économie, ses ressources ainsi que sur sa vie sociale et culturelle. Au Canada, c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de produire des statistiques pour tous les ordres de gouvernement et le public. En vertu de la *Loi sur la statistique*, le Parlement a désigné Statistique Canada comme l'organisme central chargé de produire et de coordonner ces statistiques avec les provinces et les territoires. Cette tâche est de première importance dans une société ouverte et démocratique puisqu'elle permet aux Canadiens et à leurs représentants élus d'avoir accès à une information objective sur l'évolution de notre société et de notre économie.

Traditionnellement, on utilise les données de l'organisme à des fins législatives et de réglementation. Elles servent ainsi à :

- la répartition des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*), y compris le partage des recettes fiscales fédérales-provinciales (taxe de vente harmonisée);
- l'indexation des prestations aux bénéficiaires et des crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*);
- l'établissement de l'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*);
- la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et la délimitation des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*);
- la désignation de régions fédérales où il y a prestation de services bilingues (*Loi sur les langues officielles*);
- l'évaluation de la distribution des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*).

La structure du Programme de Statistique Canada a de tout temps permis de fournir des renseignements macroéconomiques, microéconomiques et sociodémographiques sur le Canada. Des renseignements statistiques sur les institutions publiques et les programmes sont également produits. Cela constitue le programme de base de l'organisme, lequel n'a rien perdu de sa pertinence. Cependant, de nouvelles questions émergent sans cesse, l'organisme doit non seulement être prêt à répondre aux besoins grandissants en information nouvelle, laquelle devient de plus en plus complexe, mais il doit être capable de le faire.

Parmi les domaines nécessitant plus de renseignements et d'analyses pour aider les décideurs des secteurs privé et public à comprendre les enjeux auxquels ils font face, nous retrouvons : les nouvelles ententes fiscales fédérales-provinciales, la santé des Canadiens et les systèmes qui la soutiennent, les facteurs influant sur le rendement économique dans une nouvelle économie fondée sur le savoir, les compétences et l'apprentissage, la croissance économique, les facteurs microéconomiques influençant la compétitivité, la cohésion sociale, le capital social, les défis et possibilités à l'échelle mondiale ainsi que les résultats des programmes sociaux. Assurer le bien-fondé du Programme de Statistique Canada en comblant de tels besoins en information et en maintenant l'intégrité du programme de base continue d'être l'un des principaux objectifs de l'organisme.

Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat :

- produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, de faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé, et de servir l'intérêt général de tous les Canadiens;
- promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité des statistiques canadiennes en collaborant avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques reconnues à l'échelle internationale.

Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêts — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

Partenaires :

- Public et médias
- Administrations
- Entreprises et syndicats
- Secteur universitaire
- Organismes étrangers et internationaux
- Autres groupes clients

- **Le public et les médias :** Les renseignements de base que recueille Statistique Canada sur la société canadienne — la croissance économique, l'emploi, l'inflation, la balance des paiements, la population, le revenu des familles, la santé, l'éducation, la justice et plusieurs autres questions — sont en grande partie communiqués au public par l'intermédiaire des médias.
- **Les administrations :** La plupart des ministères et des organismes fédéraux font grand usage des données de Statistique Canada et plusieurs d'entre eux lui fournissent également de nombreuses données administratives. Des arrangements bilatéraux intensifs sont en place afin d'assurer un cheminement efficace de l'information. À l'instar de l'administration

fédérale, les administrations provinciales et territoriales comptent beaucoup sur les données que Statistique Canada peut produire dans tous les domaines dont il est chargé; elles lui fournissent également un grand nombre de données sur la santé, l'éducation et la justice.

- **Les entreprises et les syndicats :** Les entreprises et les syndicats sont d'importants utilisateurs des renseignements produits par l'organisme, et le fardeau que représentent les enquêtes pour le monde des affaires constitue un important facteur de la conception des programmes.
- **Le secteur universitaire :** Le secteur universitaire fait grand usage des données de Statistique Canada à des fins de recherche et d'enseignement; il est aussi considéré par l'organisme comme une source de consultation principale.
- **Les organismes étrangers et internationaux :** Statistique Canada entretient des rapports étroits avec des organisations scientifiques et intergouvernementales internationales afin de partager une expertise professionnelle et d'encourager le recours à des pratiques, des normes et des concepts communs. L'appartenance du Canada à des organisations internationales, notamment les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, requiert que les extraits de l'organisme soient conformes aux normes internationales pour que les données sur les phénomènes sociaux et économiques du Canada puissent toujours être comparées à celles d'autres pays.
- **Les autres groupes clients :** Statistique Canada doit également tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs, dont les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêts spéciaux.

Statistique Canada diffuse ses renseignements sous forme de communiqués et de publications, par des moyens électroniques et sous forme de réponses à des demandes directes. Il offre en outre, suivant une formule de recouvrement des coûts, des produits et services spécialisés, comme des conseils sur la conception et la mise en œuvre de projets de collecte de données pour les ministères et organismes fédéraux. (Pour obtenir plus de renseignements sur les produits statistiques, leurs utilisateurs et les utilisations qu'on peut en faire, veuillez consulter la section IV du *Rapport sur le rendement* de Statistique Canada de 1997-1998).

B. Attentes en matière de rendement

La raison d'être de l'organisme réside dans la production d'information de nature statistique. L'efficacité de Statistique Canada dépend de son objectivité et de sa crédibilité, de la pertinence de son information, de l'exactitude, de l'actualité et de l'accessibilité de ses produits, du respect de normes professionnelles élevées ainsi que du contrôle du fardeau des répondants.

L'organisme s'engage à atteindre les résultats clés suivants et se charge de surveiller l'atteinte de ses objectifs par l'entremise de son cadre d'assurance de la qualité.

Le présent rapport s'articule autour du cadre d'assurance de la qualité de Statistique Canada qui comprend six indicateurs fondamentaux, lesquels consistent chacun en une série de sous-indicateurs servant à mesurer le rendement. Les six indicateurs fondamentaux sont les suivants : la pertinence du programme, l'exactitude de l'information, l'actualité de l'information, l'accessibilité de l'information, la possibilité d'interprétation des données et la cohérence de l'information. La nature même de l'organisme l'oblige à maintenir une infrastructure nationale de la connaissance statistique, ce qui constitue en soi un septième indicateur. Dans le présent rapport, l'examen de ces indicateurs comporte le contexte de chacun de ces éléments de même que les risques associés à un piètre rendement. Étant donné que ces éléments sont horizontaux et que l'organisation fonctionne sur la base d'une matrice professionnelle, il est difficile d'examiner les ressources associées à chaque élément. (Le tableau 13 de la section IV présente les ressources par secteur d'activité.)

Tableau 1 : Engagements clés de l'organisme

Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens :	Comme en témoignent :
<p>Des statistiques objectives et non partisans permettant d'évaluer divers aspects de l'économie et de la société canadiennes qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • applicables à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions; • sensibles aux problèmes nouveaux; • de grande qualité; <p>et qui permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • répondre aux exigences légales; • renseigner les Canadiens sur les problèmes économiques et sociaux courants et naissants; • maintenir une infrastructure nationale de la connaissance statistique. 	<p>La pertinence :</p> <p>Utilisation de statistiques pour formuler des politiques et prendre des décisions; Production de nouvelles données statistiques dans les domaines nécessaires pour élaborer des politiques et prendre des décisions; Production de renseignements qui permettent de mieux comprendre les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada; Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p>La qualité de l'information :</p> <p>Diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité; Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues; Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques; Production de statistiques accessibles aux Canadiens.</p> <p>Le maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :</p> <p>Contrôle du fardeau des répondants; Utilisation maximale des données administratives; Utilisation de méthodes et de technologies modernes; Emploi de personnel compétent et efficace.</p>

L'évaluation du rendement en regard des engagements susmentionnés se fait grâce aux indicateurs suivants :

Tableau 2 : Engagements clés de l'organisme

Évaluation du rendement en regard des engagements :	Indicateurs de rendement :	Réalizations indiquées à la page
<p>Pertinence :</p> <p>Utilisation de statistiques pour formuler des politiques et prendre des décisions; Production de nouvelles données statistiques dans les domaines nécessaires pour élaborer des politiques et prendre des décisions; Production de renseignements qui permettent de mieux comprendre les antécédents, les tendances et les problèmes économiques et sociaux au Canada; Mesure dans laquelle les données statistiques sont utilisables aux fins pour lesquelles elles sont produites et répondent aux besoins des utilisateurs.</p> <p>Qualité de l'information :</p> <p>Diffusion en temps opportun de renseignements statistiques de grande qualité; Production de statistiques conformes aux normes nationales et internationales reconnues; Disponibilité de descripteurs de qualité et de notes techniques; Production de statistiques accessibles aux Canadiens.</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :</p> <p>Contrôle du fardeau des répondants; Utilisation maximale des données administratives; Utilisation de méthodes et de technologies modernes; Emploi de personnel compétent et efficace.</p>	<p>Pertinence du programme :</p> <p>Soutien dans la prise de décisions stratégiques; Production de nouvelles données statistiques; Améliorations aux programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs.</p> <p>Exactitude de l'information :</p> <p>Couverture d'enquêtes (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada*); Erreur d'échantillonnage (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada); Taux de réponse (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada); Modèles de révision des données statistiques.</p> <p>Actualité de l'information :</p> <p>Mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion.</p> <p>Accessibilité de l'information :</p> <p>Accès aux produits et services d'information, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mentions dans les médias; - les connexions Internet; - les services découlant des sites Internet; - les contacts des clients avec les bureaux régionaux; - les ventes; - les partenariats; - les mesures de la satisfaction des clients. <p>Possibilité d'interprétation des données :</p> <p>Disponibilité des descripteurs de qualité et des notes techniques; Disponibilité de métadonnées.</p> <p>Cohérence de l'information :</p> <p>Utilisation de normes de classification (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada).</p> <p>Maintien d'une infrastructure nationale de la connaissance statistique :</p> <p>Calcul du fardeau de réponse; Utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes; Mesures de rechange pour la déclaration et la collecte des données; Sondage d'opinion auprès des employés; Taux de roulement des employés; Investissements dans la formation des employés.</p>	<p>16 27 33</p> <p>37 39 39 40</p> <p>41</p> <p>42 43 44 45 46 47 51</p> <p>53 53</p> <p>53</p> <p>57 57 57 59 61 62</p>

* Enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada : L'organisme a déterminé que les programmes servant à établir les principaux indicateurs socioéconomiques courants sont des programmes essentiels à son mandat. Ces programmes sont les suivants : Enquête sur la population active, Indice des prix à la consommation, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, statistiques du commerce international, Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail, produit intérieur brut trimestriel, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu), Enquête financière trimestrielle, Indice des prix des produits industriels.

C. Réalisations en matière de rendement

Rendement de l'organisme

Le rendement d'un organisme statistique national est fondamentalement une notion multidimensionnelle selon laquelle diverses clientèles s'intéressent à différentes dimensions de ce rendement. Statistique Canada sait qu'il a une responsabilité professionnelle de faire état de certaines dimensions de son rendement qui ne sont pas visibles de l'extérieur. Il pense également qu'il existe quatre dimensions principales du rendement qui sont cruciales pour un organisme statistique national et que chacune de ces dimensions intéresse plus particulièrement un groupe ou l'autre, à savoir :

1. Les **utilisateurs** des produits d'information ont un intérêt à l'égard de la **qualité** de ces produits, et la « qualité » tient ici essentiellement à l'adaptation de ces produits à leur emploi.
2. Les **bailleurs de fonds** des activités, soit les contribuables canadiens et les fonctionnaires chargés de gérer les fonds publics, ont un intérêt à l'égard du **rendement financier**, y compris l'efficience, la bonne gestion et l'usage approprié de l'argent des contribuables.
3. Les **répondants** aux enquêtes, ainsi que leurs représentants, ont un intérêt à l'égard du **fardeau de réponse** qui leur est imposé, de leur interaction avec l'organisme et du soin que prend l'organisme pour protéger l'information qu'ils lui ont confiée.
4. Les **employés** sur lesquels compte l'organisme et les organismes chargés des normes de gestion des ressources humaines au gouvernement ont un intérêt à l'égard du **rendement de la gestion des ressources humaines**.

Il est impossible de produire des résultats quantitatifs directs ou des mesures d'extrants pour tous les aspects du rendement. Statistique Canada a retenu une vaste notion de la qualité de l'information fondée sur l'adaptation de celle-ci (aptitude à l'usage¹). Il y a six aspects de la qualité de l'information qui se rapportent à l'utilisation de l'information : la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, la possibilité d'interprétation et la cohérence. Certains de ces aspects peuvent être quantifiés par des indicateurs numériques; certains sont mieux décrits qualitativement, tandis que d'autres ne peuvent être évalués que du point de vue des procédés suivis par l'organisme.

Le rendement financier est abordé de nouveau à la section III du présent rapport, alors que l'information portant sur le fardeau de réponse et le rendement de Statistique Canada quant à la gestion des ressources humaines est présentée à la fin de la section intitulée « Réalisations en matière de rendement ».

Pertinence du programme

On entend par **pertinence** du programme le degré auquel l'information produite répond aux besoins de l'ensemble des utilisateurs que veut servir Statistique Canada. Il convient davantage d'expliquer la pertinence ainsi : dans quelle mesure l'ensemble de l'information disponible répond-elle aux besoins des utilisateurs? On peut démontrer la pertinence en associant la diffusion de l'information et la question

-
1. Afin d'assurer l'« aptitude à l'usage », Statistique Canada a élaboré le cadre d'assurance de la qualité en 1998-1999. Ce mécanisme central permet à l'organisme d'assurer la qualité de l'information grâce à la gestion et à l'évaluation du rendement en fonction de six aspects : la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'accessibilité, la possibilité d'interprétation et la cohérence. Le rapport du vérificateur général d'avril 1999 comprenait un chapitre sur « La gestion de la qualité des statistiques ». L'examen effectué par le vérificateur général était fondé sur le cadre d'assurance de la qualité et soulignait en conclusion l'engagement de Statistique Canada à produire des statistiques de grande qualité et à améliorer la qualité de façon continue.

d'intérêt public ou la question sociale qu'elle éclaire, car on met ainsi en relief l'utilité des extraits de l'organisme pour des questions qui sont manifestement importantes pour le pays. Réciproquement, si l'information produite n'a aucune valeur pertinente, l'efficacité de l'organisme à informer et à répondre aux questions s'en voit diminuée.

Statistique Canada tient à produire une information statistique qui répond aux besoins actuels et futurs des Canadiens. Il faut accorder une attention soutenue pour veiller à la pertinence du programme en regard des changements économiques, sociaux et démographiques. Plusieurs mesures du rendement ont été élaborées.

Pertinence : soutien dans la prise de décisions stratégiques

Statistique Canada est au centre du système d'information économique et sociale du Canada. Il répond aux besoins en information de tous les ordres de gouvernement, des entreprises et des syndicats, des médias, du secteur universitaire et du public en général. Les plus grands défis auxquels fait face le pays nécessitent de l'information descriptive exacte sur ce qui est en jeu. L'analyse des problèmes requiert des renseignements qui donneront un aperçu des réalités et des causalités sous-jacentes et qui faciliteront les décisions fondées sur la meilleure compréhension pratique possible des faits. Les résultats suivants ainsi que d'autres résultats ont servi à répondre aux questions importantes et à appuyer le débat d'orientation de politiques.

Sciences et innovation

Enquête sur l'innovation

Les résultats provisoires de l'Enquête sur l'innovation de 1999 ont été diffusés en 2000. L'enquête est issue d'une collaboration entre Statistique Canada, Industrie Canada, Ressources naturelles Canada et l'Institut de recherche en construction du Conseil national de recherches du Canada.

L'enquête a permis de constater que 8 entreprises manufacturières sur 10 comptant 20 employés et plus et réalisant un revenu brut d'entreprise d'au moins 250 000 \$ avaient lancé sur le marché des produits ou des procédés nouveaux ou substantiellement améliorés au cours des trois années précédentes — c'est presque deux fois plus qu'il y a sept ans.

C'est dans le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) qu'on trouve le pourcentage global le plus élevé d'entreprises innovatrices. Près de 60 % de ces entreprises se sont prévaluées d'au moins un programme de soutien public, le plus populaire étant les crédits d'impôt à la recherche et au développement, suivi du soutien à la formation et des subventions.

Les résultats sur les industries de l'exploitation et de l'extraction ont permis d'observer la nature du processus d'innovation ainsi que les obstacles spécifiques à l'innovation auxquels font face ces industries. Les industries de l'exploitation et de l'extraction ont créé davantage de procédés que de produits nouveaux. De plus, ces industries se libéraient souvent de leurs activités de recherche et

développement (R et D). Elles trouvaient qu'il était moins important d'effectuer de la R et D à l'intérieur de leur établissement que d'autres entreprises du secteur de la fabrication.

Les principaux obstacles auxquels faisaient face les innovateurs des industries de l'exploitation et de l'extraction des ressources naturelles étaient les coûts élevés du développement des innovations et l'incapacité de consacrer du personnel aux projets d'innovation en raison des besoins en capacité de production.

La biotechnologie

Statistique Canada a diffusé les résultats de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 1999. Cette enquête mettait l'accent sur les entreprises dont la biotechnologie est la principale activité et qui suivent activement un programme de R et D. Elle a également permis de recueillir de l'information sur les entreprises qui ont recours aux biotechnologies dans leurs activités quotidiennes.

Selon les résultats, le nombre d'entreprises de biotechnologie de base est passé de 282 en 1997 à 358 en 1999, et l'on comptait presque 9 000 produits en développement et plus de 6 000 produits sur le marché. Il s'agissait surtout de produits des secteurs de la santé humaine, de l'agriculture et de la bio-informatique. Les entreprises s'attendaient à voir les résultats de cette production vigoureuse se manifester dans leurs revenus en 2002, année où elles pensaient encaisser des recettes de 150 % supérieures à celles de 1999. Les entreprises ont accru leurs dépenses de R et D de 19 % entre 1998 et 1999. Cet engagement à dépenser pour la R et D devrait se poursuivre en 2002 puisqu'elles prévoient alors dépenser près de 1,5 milliard de dollars en R et D liée à la biotechnologie (ce chiffre excluait les nouvelles entreprises dans le secteur). Malgré cette perspective encourageante, les entreprises n'en font pas moins face à des défis, les plus sérieux étant, dans l'ordre, la capacité d'obtenir des capitaux pour commercialiser leurs produits et les contraintes de temps.

Organismes génétiquement modifiés et agriculture biologique

Un nouveau défi mondial s'impose : il faut attirer l'attention sur la productivité agricole et les pratiques agricoles viables pour nourrir une population croissante. La production d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et de produits biologiques offre des solutions pour augmenter la productivité et diminuer la dépendance à l'égard des produits chimiques.

Organismes génétiquement modifiés : À l'été 2000, l'organisme a commencé à recueillir de tels renseignements par l'intermédiaire de son programme régulier d'enquêtes agricoles. Les résultats montrent qu'en juin 2000, 27 % des terres maïsicoles de l'Ontario et du Québec produisaient du maïs génétiquement modifié. L'enquête révèle également que 16 % de l'ensemble des terres à soya du Québec et 18 % de celles de l'Ontario étaient ensemencées de graines génétiquement modifiées. La majorité des fermes cultivant du maïs et du soya génétiquement modifiés étaient de petites fermes d'élevage de bétail, mais des fermes de tous genres et de toutes tailles font l'expérience de cultures génétiquement modifiées.

Agriculture biologique : Dans le cadre de son premier effort pour quantifier ce phénomène, Statistique Canada a constaté qu'environ 5 % des fermes ont déclaré cultiver des produits biologiques. Les fermes biologiques sont généralement petites, la majorité faisant moins de cinq acres, et représentent environ 2 % de la production fruitière totale et 1,5 % de la production légumière totale au Canada.

Connectivité

Accès et utilisation des technologies de l'information et des communications :

En mars 2001, l'organisme a diffusé les résultats de l'Enquête sociale générale (ESG) sur l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et des communications. L'ESG s'intéressait à l'emploi que font les Canadiens des ordinateurs et d'Internet, aux conséquences des technologies sur la vie privée, à l'accès à l'information et à son impact sur les familles et les collectivités. Voici les points saillants des résultats :

- Neuf adolescents de 15 à 19 ans sur dix, la plus forte proportion de tout groupe d'âge, ont déclaré avoir utilisé Internet à un moment donné au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête.
- L'utilisation d'Internet diminuait de façon constante dans chaque groupe d'âge subséquent. Environ 70 % des personnes de 25 à 29 ans utilisaient Internet, par rapport à 61 % chez les 35 à 39 ans et à 13 % seulement chez les 65 ans et plus. Cette tendance a changé depuis 1994, alors que l'utilisation d'Internet était moins fréquente chez les adolescents (12 %) et qu'elle variait entre 16 % et 23 % chez les groupes d'âge allant jusqu'à 59 ans. En 1994, peu de personnes de 60 ans et plus se servaient d'Internet.
- Les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'utiliser Internet, et ce, dans chaque groupe d'âge. Toutefois, les femmes ont rétréci considérablement l'écart depuis 1994. Cette année-là, environ 22 % des hommes utilisaient Internet, par rapport à 14 % des femmes. En 2000, la proportion des hommes naviguant sur Internet avait plus que doublé, pour atteindre 56 %, alors que celle des femmes avait plus que triplé, pour s'élever à 50 %.
- Les personnes ayant fait des études universitaires étaient beaucoup plus susceptibles d'utiliser Internet que celles ayant moins qu'un diplôme d'études secondaires. Chez les 20 ans et plus, 13 % des personnes qui avaient moins qu'un diplôme d'études secondaires utilisaient Internet, par rapport à 79 % de celles qui avaient fait des études universitaires.
- L'utilisation d'Internet augmente également avec le revenu. Seulement 30 % des personnes qui faisaient partie d'un ménage touchant un revenu de moins de 20 000 \$ avaient utilisé Internet, comparativement à 81 % des personnes au sein des ménages gagnant 80 000 \$ par année.

Obstacles quant à l'accès à Internet :

- Il semble que temps et argent constituent des éléments importants quant à l'utilisation d'Internet. Chez les Canadiens n'utilisant pas Internet et qui faisaient partie d'un ménage touchant un revenu de moins de 20 000 \$, 42 % ont déclaré que les frais liés à l'utilisation d'Internet représentaient pour eux un obstacle. À l'autre extrémité de l'échelle, près d'un tiers des personnes qui n'utilisaient pas Internet et dont le revenu était supérieur à 80 000 \$ ont déclaré qu'elles n'avaient pas le temps de se servir d'Internet.

- Environ les trois quarts de la population estimaient qu'Internet devrait être accessible à tous. Cependant, les opinions divergeaient quant au responsable devant supprimer les obstacles à cette universalité.
- Les personnes qui n'utilisaient pas Internet étaient plus susceptibles que les internautes de déclarer que le gouvernement fédéral devrait se charger d'éliminer ces obstacles; en outre, elles étaient proportionnellement moins nombreuses que les internautes à déclarer qu'il s'agissait d'une responsabilité individuelle.

Accès à Internet

Une analyse de l'offre et de la demande d'accès rapide par câble à Internet a été publiée en décembre 2000. Dans ce document, on a examiné la prestation de services Internet sur les réseaux des entreprises de câblodistribution et dressé un profil de celles-ci. On y trouve des indicateurs décrivant le degré de déploiement de l'infrastructure de câbles nécessaire et le degré d'utilisation de ces services par les Canadiens. Le document a également permis d'analyser la prestation planifiée de tels services selon la taille de l'entreprise et d'établir des comparaisons entre le Canada et les États-Unis. Les résultats ont révélé que le Canada avait de l'avance sur les États-Unis, tant pour ce qui est de l'offre que de la demande de tels services. En 1999, les 61 fournisseurs licenciés d'accès par câble à Internet comptaient 364 000 abonnés, ce qui représentait environ 11 % de l'ensemble des connexions des ménages à Internet. Les recettes découlant de la prestation de ce service étaient relativement modestes, à savoir 113 millions de dollars, soit une moyenne de 311 \$ par abonné. Les cinq entreprises en importance ont également été les premières à offrir l'accès rapide à Internet par câble; elles représentaient 92 % de tous les abonnés.

Éducation et développement

Indicateurs pancanadiens de l'éducation

Dans l'édition 2000 du rapport au Parlement *Une gestion axée sur les résultats*, le Conseil du Trésor a souligné les efforts déployés pour renforcer la gestion axée sur les résultats. Dans le cadre du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation, on prévoyait une initiative sur les pratiques exemplaires en matière de relations fédérales-provinciales et de compte rendu des résultats aux Canadiens. Il s'agit là d'une initiative conjointe de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).

Le programme a pour but d'offrir un ensemble exhaustif d'indicateurs sur les systèmes d'éducation pour soutenir la prise de décisions, la formulation de politiques et l'élaboration de programmes.

Voici les points saillants de l'analyse :

- Le Canada est l'un des pays qui investit le plus dans l'éducation.
- À l'échelle canadienne, les dépenses d'éducation en dollars constants par habitant ont diminué de 7 % au cours des cinq dernières années.
- Les droits de scolarité des universités ont plus que doublé durant les années 1990.
- Le niveau d'endettement des diplômés d'études postsecondaires a plus que doublé entre les promotions de 1986 et de 1995.
- Les résultats scolaires du Canada au chapitre des mathématiques, des sciences et des capacités de lecture se comparent favorablement à ceux des autres pays.
- Les étudiants ne réussissent pas aussi bien que les étudiantes, obtenant de moins bons scores en lecture et en écriture.

À l'heure actuelle, Statistique Canada songe à publier une série d'indicateurs élargie au cours de l'année financière 2001-2002.

Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) suit, sur une période de 20 ans, l'évolution d'un panel d'enfants canadiens afin de mieux comprendre le développement des enfants.

En 2000, Statistique Canada a diffusé l'information du cycle 1998-1999 (le troisième) de l'ELNEJ. L'analyse préliminaire des nouvelles données portait sur la participation des enfants à des activités à l'extérieur de l'école et permettait de comparer certains résultats et certaines caractéristiques des enfants qui avaient participé à de telles activités et des enfants qui n'y avaient pas participé. Ces activités comprenaient les sports (organisés et non organisés), les arts (musique, danse) et les clubs communautaires (tels que les Scouts et les Guides).

Voici ce que les résultats de l'enquête ont révélé :

- Selon une valeur estimée, 85 % des enfants canadiens de 4 à 15 ans ont participé à des activités organisées à l'extérieur de l'école telles que les sports, la musique ou les arts, les autres (environ 15 %) n'y participant que rarement ou jamais. La participation avait tendance à culminer chez les jeunes arrivant à l'adolescence, près de 92 % des enfants de 10 à 13 ans s'adonnant à l'une ou l'autre de ces activités. (Cette proportion tombait à 83 % chez les jeunes de 14 et 15 ans, alors qu'environ 20 % des filles et 10 % des garçons n'ont participé à aucune activité.)
- Environ les trois quarts (76 %) des parents ont déclaré que, dans l'ensemble, leurs enfants réussissaient bien ou très bien à l'école. (Les résultats pour les enfants qui participent à des activités sont plus positifs.) Les résultats provisoires indiquent que les enfants de 4 à 9 ans ayant participé à des activités étaient moins susceptibles d'avoir de la difficulté à lire ou à faire des mathématiques et qu'ils avaient généralement un meilleur vocabulaire et de meilleures aptitudes sociales, y compris de meilleurs rapports avec les autres enfants.
- La participation des enfants plus âgés, ceux de 10 à 15 ans, à des activités semble être liée à une plus grande estime de soi de même qu'à la socialisation. Les jeunes qui ont rarement ou qui n'ont jamais participé à des activités sportives, artistiques ou musicales ou ceux qui ont rarement ou qui n'ont jamais fait partie de groupes ou de clubs déclaraient beaucoup plus souvent avoir une faible estime de soi ou être insatisfaits de leur apparence et avoir davantage de problèmes avec leurs amis ou ne pas considérer important d'avoir des amis. Les données ont indiqué qu'au cours des trois cycles de collecte de l'enquête, 11 % des jeunes qui étaient âgés de 12 à 15 ans en 1998-1999 n'avaient jamais ou avaient rarement participé à des sports organisés avec un entraîneur ou un instructeur, 39 % n'avaient jamais ou avaient rarement participé à des activités artistiques ou musicales et 50 % n'avaient jamais ou avaient rarement fait partie de clubs ou de groupes.
- Les jeunes de 12 à 15 ans ayant participé à des sports organisés au fil du temps étaient beaucoup plus susceptibles de fréquenter leurs amis à l'extérieur de l'école, alors que les jeunes qui ne l'avaient pas fait étaient davantage nombreux, et ce, dans une proportion supérieure au triple, à déclarer avoir des problèmes avec leurs amis. En outre, les jeunes ayant participé à des sports organisés durant chacun des trois cycles de l'enquête étaient plus de deux fois plus susceptibles de déclarer qu'ils trouvaient important d'exprimer leur opinion et qu'ils entrevoyaient avec optimisme les cinq prochaines années. Vingt-trois pour cent des jeunes n'ayant jamais ou ayant rarement participé à des sports organisés durant les trois cycles fumaient, soit près de trois fois plus que ceux qui avaient toujours participé à des activités.

Quel est l'état de santé des Canadiens?

En 2000, Statistique Canada a publié le rapport intitulé *Quel est l'état de santé des Canadiens? Le rapport s'intéressait à l'état de santé des Canadiens durant le cours de leur vie :*

- Dans le rapport, on a examiné les variations et les disparités en matière de mortalité infantile et juvénile. En général, des progrès considérables ont été faits pour réduire les décès attribuables à la plupart des causes liées aux maladies et blessures. Cependant, les suicides chez les enfants, qui découlent peut-être davantage de facteurs sociaux, ont augmenté.
- On a analysé la santé des personnes vers le milieu de leur vie. L'une des préoccupations continue est la santé des membres de la génération du baby-boom et l'impact de ces derniers sur notre système de soins de santé. Statistique Canada a constaté que les personnes de 45 à 64 ans sont généralement en meilleure santé maintenant que ne l'étaient les personnes du même groupe d'âge il y a deux décennies. La prévalence de l'arthrite ou des rhumatismes, de l'hypertension, des maladies du cœur, de la bronchite ou de l'emphysème et des limitations d'activités a diminué dans ce groupe d'âge. Cela donne à croire que les efforts de prévention de la maladie et de promotion de la santé de même que l'amélioration des traitements ont contribué à l'amélioration de la santé des gens d'âge moyen.
- Par ailleurs, on a constaté que les adultes de 65 ans et plus sont en meilleure santé que ne l'étaient leurs homologues il y a deux décennies. Les aînés peuvent maintenant s'attendre non seulement à vivre plus longtemps, mais également à avoir une meilleure qualité de vie. Le taux d'institutionnalisation des Canadiens de 65 ans et plus a diminué, passant de 16 % en 1981 à 14 % en 1996 en dépit de l'augmentation de l'espérance de vie. Parmi les personnes âgées qui vivent à la maison, le taux de limitation d'activités de celles de 65 à 74 ans a diminué depuis 1978-1979, alors qu'il est demeuré stable chez celles de 75 ans et plus.

Dans tous ces domaines, les analyses de l'organisme ont soulevé beaucoup de nouvelles questions, que nous étudierons à l'aide de nos enquêtes longitudinales et de la nouvelle Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes.

Enquête nationale sur la santé de la population

Le quatrième cycle de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP) — une enquête longitudinale — a commencé en juin 2000 et a pris fin en mars 2001.

Les faits saillants suivants de l'ENSP ont récemment été publiés :

- Les données indiquent que le vieillissement n'est pas nécessairement un processus de déclin continu. Selon les résultats, 32 % des personnes de 65 ans et plus qui, en 1994-1995, déclaraient dépendre d'autrui pour vaquer à leurs activités quotidiennes (par exemple les soins personnels comme prendre un bain, s'habiller et se déplacer chez elles) n'en dépendaient plus quatre ans plus tard.
- Les données longitudinales sur les femmes utilisant le traitement hormonal substitutif (THS) montrent que celles qui avaient pris des hormones pendant cinq ans et plus étaient deux fois plus susceptibles d'obtenir un diagnostic d'arthrite que celles qui n'en avaient pas pris. Les chercheurs au Canada ont reconnu que cette nouvelle constatation, corroborée par de récentes études américaines, doit faire l'objet d'essais cliniques plus approfondis sur les pleins effets du THS.
- Les blessures au dos représentent un problème de santé chronique commun et la principale cause de réclamations pour invalidité. Cependant, les données de l'ENSP montrent que nous ne pouvons nous arrêter qu'aux seuls aspects physiques de ce problème. Les données longitudinales de l'enquête indiquent que la probabilité d'éprouver des problèmes de dos chroniques est plus grande chez les travailleurs faisant état de stress chronique et de dépression que chez les travailleurs n'ayant pas ces problèmes.

Marché du travail

Le marché du travail en 2000-2001

La demande de données actuelles sur les conditions du marché du travail continue d'être importante. Les données de l'Enquête sur la population active (EPA) sont essentielles pour comprendre la dynamique fondamentale des conditions d'emploi et de chômage dans l'économie canadienne. En 2000, les données de l'EPA ont montré que le marché du travail avait commencé à faiblir. L'année a commencé avec une forte croissance de l'emploi, laquelle s'est poursuivie jusqu'au premier trimestre.

Toutefois, si la croissance du produit intérieur brut est demeurée vigoureuse, les premiers signes d'un ralentissement de l'économie se sont manifestés au deuxième trimestre, ce qui s'est par la suite répercuté sur le marché du travail. L'emploi a plafonné durant l'été 2000, et ce, pour la première fois depuis 1996. Durant la seconde moitié de l'année, l'emploi a recommencé à croître, ayant affiché une hausse de 319 000 emplois à la fin de l'année, soit une augmentation de 2 %, laquelle est toutefois inférieure à l'augmentation moyenne de 400 000 emplois (3 %) au cours des quatre années précédentes.

Durant le premier trimestre de 2001, il semble que le fléchissement du marché du travail ait affiché une tendance persistante. Nous en ferons état plus en détail dans le rapport de l'an prochain.

Dynamique du travail et du revenu

L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) comporte de l'information sur la stabilité du revenu au fil du temps, les événements familiaux et les événements sur le marché du travail.

La recherche sur les questions liées au revenu effectuée à l'aide des données tirées de cette enquête spéciale est plutôt exhaustive et comporte les sujets suivants : l'ampleur du faible revenu, les épisodes de faible revenu et le sort qui attend les personnes licenciées.

Voici les faits saillants de cette nouvelle publication intitulée *Le revenu au Canada* :

- Après avoir culminé en 1989 et avoir diminué au début des années 1990, le revenu familial moyen en 1998 est monté à son niveau le plus élevé de la décennie.
- Par ailleurs, l'incidence du faible revenu a diminué. En 1998, environ 9,1 % de toutes les familles touchaient un faible revenu, ce qui représente une baisse par rapport au taux de 10,3 % enregistré en 1997. Il s'agissait du taux le plus faible depuis le niveau de 8,5 % atteint en 1990 avant la récession.
- Ce ne sont pas tous les types de familles qui ont participé aux gains. Par exemple, le revenu après impôt des familles ayant une personne âgée à leur tête était (après correction en fonction de l'inflation) de 7,7 % inférieur au sommet de 1989.
- Après être demeurée stable au début des années 1990, l'inégalité des revenus a recommencé à s'élargir. Si l'on classe les familles selon le revenu, le cinquième supérieur d'entre elles recevaient 5,40 \$ pour chaque dollar gagné par le cinquième inférieur en 1998, comparativement à 4,80 \$ en 1994.

Enquête sur le milieu de travail et les employés

En janvier 2001, Statistique Canada a publié les résultats de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE), laquelle a été réalisée avec l'aide de Développement des ressources humaines Canada et l'Initiative de la recherche sur les politiques. L'enquête vise à procurer une vue d'ensemble des activités des employeurs et de leurs employés. Elle nous éclairera sur l'évolution et l'étendue de la concurrence, de l'utilisation des technologies et des pratiques en matière de ressources humaines chez les employeurs. Par ailleurs, cette enquête brossera un tableau de la situation des travailleurs en ce qui a trait à la formation, à la stabilité d'emploi et aux gains. Voici ce que les résultats de la première diffusion ont indiqué :

- Selon cette nouvelle enquête, près du quart de tous les milieux de travail, ce qui représente environ le tiers des employés rémunérés, ont beaucoup investi dans les nouvelles technologies en 1999. Ces investissements majeurs dans les technologies informatiques n'étaient liés ni à l'augmentation des taux de licenciement ni au ralentissement de la croissance de l'emploi, du moins à court terme, mais plutôt à une montée subite de la formation en informatique.
- On estime qu'au cours des 12 mois précédant mars 1999, 24 % des établissements représentant 37 % des employés rémunérés ont implanté une nouvelle application logicielle et une nouvelle installation

matérielle d'importance (cela exclut les mises à niveau des applications logicielles et des installations matérielles existantes).

- On ne s'étonnera pas de constater que les milieux de travail qui ont adopté des technologies informatiques ont donné davantage de formation en informatique que les autres. Toutefois, d'autres données de cette enquête indiquent que les employés apprennent le plus souvent d'eux-mêmes ou en cours d'emploi à utiliser certains logiciels ou appareils.

Bien qu'on affirme de part et d'autre que l'adoption de technologies informatiques fera soit perdre, soit gagner des emplois, les établissements qui ont adopté ces technologies affichaient les mêmes taux de licenciement et d'emploi.

Entreprises et économie

Croissance de la productivité

Une nouvelle étude analytique a souligné les enjeux importants de la croissance de la productivité au Canada. Non seulement a-t-elle décrit des faits de base, mais elle a approfondi un certain nombre de questions importantes touchant la croissance de la productivité. En voici quelques-unes :

- On a comparé les estimations canadiennes et américaines de la productivité. On y a conclu que, dans l'ensemble du secteur des entreprises, l'écart est très mince entre le taux de croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis — surtout lorsqu'on tient compte de la taille des intervalles de confiance qui devraient être appliqués aux estimations de la productivité.
- Dans le secteur manufacturier, de plus grandes différences ont favorisé les États-Unis. Elles étaient principalement attribuables à la performance relativement plus vigoureuse de l'industrie des machines et du matériel et de l'industrie des produits électriques et électroniques aux États-Unis.
- Dans cette étude, on a aussi examiné l'écart entre la croissance de la productivité du travail des entreprises sous contrôle étranger et des entreprises sous contrôle canadien dans le secteur manufacturier au Canada. On a constaté qu'il y a une grande différence de productivité entre les deux secteurs et que cet écart se creuse avec le temps, même lorsque la taille de l'entreprise et l'industrie à laquelle elle appartient sont gardées constantes.

Statistique Canada a également fait une présentation sur la performance de la productivité du Canada devant le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes.

Petites entreprises

Durant l'été 2000, Statistique Canada a mené une enquête auprès des micro-entreprises (celles de 1 à 4 employés) dans l'ensemble du pays au nom d'Industrie Canada. Cette enquête visait à explorer les

facteurs et les questions affectant la viabilité et la croissance de ces micro-entreprises. L'enquête a permis de constater que :

- 67 % des propriétaires ont démarré leur entreprise à partir de zéro;
- environ 24 % des entreprises ont été achetées d'autrui et 6 % étaient un héritage familial (phénomène particulièrement courant dans le secteur agricole);
- plus de 75 % de ces petites entreprises constituaient la principale source de revenu de leurs propriétaires; malgré cela, la plupart de ces entreprises avaient apparemment de la difficulté à survivre;
- au moment de l'enquête, seulement 37 % des répondants ont dit que leur entreprise était bien établie sur le marché et prenait de l'expansion.

Exportateurs canadiens

En 2001, Statistique Canada a publié un deuxième rapport fondé sur le registre des exportateurs. Le rapport est un outil pour étudier les *exportateurs* plutôt que les *exportations* et vise les années 1993 à 1999 dont voici les résultats :

- Si la valeur des exportations a progressé de 84 % entre 1993 et 1999, le nombre d'entreprises exportatrices n'a progressé que d'environ le tiers correspondant, c'est-à-dire 26 %. Durant cette période de sept ans, il s'est exporté pour 325 milliards de dollars de marchandises. Ces données indiquent que la valeur croissante des exportations est davantage attribuable à l'augmentation des exportations des exportateurs existants qu'à celle du nombre d'entreprises exportatrices.
- La valeur des exportations s'est accrue de manière significative dans trois industries durant cette période : l'industrie du meuble et des articles d'ameublement (+261 %); l'industrie des produits électriques et électroniques (+245 %); et l'industrie de l'habillement (+240 %).
- Les données ont révélé malgré tout une certaine vulnérabilité. Un petit groupe de grands exportateurs continue de faire la majorité des exportations d'origine canadienne. En 1999, ceux dont les exportations totalisaient annuellement 25 millions de dollars ou plus représentaient 5 % de tous les exportateurs, mais réalisaient 82 % de toutes les exportations. L'industrie des véhicules automobiles, pièces comprises, faisait une bonne partie de ces exportations.
- À l'inverse, les plus petits exportateurs, c'est-à-dire ceux dont les exportations équivalaient à moins de 1 million de dollars par année, représentaient près de 70 % de tous les exportateurs, mais ne faisaient que 2 % de toutes les exportations. Ces résultats renforcent les tendances observées de 1993 à 1997.

Les données ont montré que les établissements dont la valeur des exportations est élevée sont plus susceptibles de continuer à exporter chaque année. En effet, 90 % des entreprises dont la valeur des exportations était de 25 millions de dollars ou plus ont continué à exporter chaque année observée jusqu'en 1999. Seulement 1 % des entreprises ont cessé d'exporter après 1993, alors que 9 % ont exporté au moins une fois au cours de cette période. Les données indiquent également que plus il y a longtemps qu'un établissement a cessé d'exporter, moins il est probable qu'il recommencera à le faire; après cinq années d'inactivité, la plupart ne le font pas.

Pertinence : production de nouvelles données statistiques

Même si Statistique Canada s'efforce continuellement de maintenir la pertinence de ses programmes, la nature de la dynamique de la société d'aujourd'hui est telle que des améliorations constantes doivent être apportées pour répondre aux besoins en information relatifs aux nouvelles questions et pour aider les Canadiens à comprendre ces questions. Un certain nombre d'améliorations aux programmes sont en voie d'élaboration pour donner suite à ces besoins; elles figurent ci-après. Le travail effectué pour certains de ces projets a débuté au cours de la dernière année.

Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation

L'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire (ISBC) a été lancée en juin 2000 dans la foulée des recommandations contenues dans le rapport *Travailler ensemble*. L'ISBC est une initiative conjointe du gouvernement du Canada et du secteur bénévole. Elle vise à renforcer la capacité tant du secteur que du gouvernement fédéral de servir et de soutenir les Canadiens. Les grands objectifs

de l'ISBC sont d'accroître la capacité du secteur bénévole et d'améliorer les politiques, les programmes et les services du gouvernement fédéral. Le gouvernement du Canada y investira 94,6 millions de dollars sur cinq ans.

L'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (ENDBP) est une composante de l'ISBC. En octobre 2000, Statistique Canada s'est vu confier la mission de mener l'enquête pour l'ISBC en partenariat avec les ministères d'orientation fédéraux et les organismes bénévoles.

L'ENDBP a permis de recueillir des renseignements sur les activités bénévoles, les dons de charité et la participation communautaire des gens de partout au pays. L'enquête renfermait des questions permettant de mesurer les comportements tels que ceux en matière de don, de bénévolat et de participation et ceux liés aux attitudes et aux motivations, de même que les facteurs susceptibles de limiter ou de faciliter le don et le bénévolat.

Les résultats de l'enquête ont été diffusés à l'été 2001 durant l'Année internationale des volontaires. Leur sortie contribue grandement au développement d'un compte satellite sur le secteur bénévole (une initiative de développement des données faisant partie du Système de comptabilité nationale de Statistique Canada). Le compte satellite établira un profil de la taille, de l'envergure et de la nature du secteur des organismes sans but lucratif au Canada, ce qui permettra d'établir la valeur monétaire du travail bénévole non rémunéré.

Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a déterminé, en collaboration avec les spécialistes de la recherche sur les politiques des secteurs public et privé, qu'il fallait davantage d'information sur les nouveaux immigrants au Canada, en particulier sur la façon dont les nouveaux immigrants s'adaptent à la vie au Canada et sur les obstacles auxquels ils faisaient face. Après avoir effectué une étude de faisabilité, on a demandé à Statistique Canada de mettre en œuvre l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada (ELIC) afin d'appuyer l'Initiative de la recherche sur les politiques.

Les grands objectifs de l'ELIC sont :

1. étudier le processus d'adaptation ou d'intégration des immigrants à la société canadienne, y compris l'échelonnement des étapes du processus d'intégration, les facteurs qui influent sur l'intégration et les conséquences de divers services et politiques sur l'intégration des immigrants;
2. examiner la façon dont les caractéristiques socioéconomiques des immigrants influent sur le processus d'intégration de ceux-ci à la société canadienne.

De nouveaux immigrants seront interviewés à trois moments différents : six mois, deux ans et quatre ans après leur arrivée au Canada. Cela facilitera l'analyse détaillée des changements survenus dans la vie de ces immigrants durant les quelques premières années, cruciales, de vie dans leur nouveau pays. L'étude ne portera donc que sur des aspects de leur adaptation et de leur intégration à court terme.

L'intégration est un processus multidimensionnel faisant appel à la capacité :

- de satisfaire aux besoins fondamentaux (nourriture, vêtements et logement) des immigrants;
- de subvenir à ses propres besoins financiers;
- de communiquer dans au moins une des langues officielles du Canada;
- de participer aux marchés et aux institutions du Canada;
- d'avoir la possibilité de faire des études et de suivre une formation;
- d'exercer les droits et d'assumer les devoirs qui se rattachent à la citoyenneté canadienne.

Des interviews menées au fil du temps auprès de nouveaux immigrants permettent de brosser un portrait de leurs expériences à chacun de ces égards.

Le contenu du questionnaire a été élaboré en collaboration avec CIC et avec l'aide des intervenants des gouvernements fédéral et provinciaux, de chercheurs universitaires et de membres des fournisseurs de services aux immigrants. Durant la première série d'interviews, on pose aux répondants des questions sur tous les aspects de leur vie, allant de leurs raisons d'avoir choisi de déménager au Canada aux problèmes qu'ils ont éprouvés à se loger, à trouver un emploi et à faire des études. Le questionnaire comprend un test conçu pour évaluer la maîtrise qu'ont les répondants du français et de l'anglais (leur aptitude à parler et à lire ces langues) et recueille également de l'information générale sur la scolarité et la santé de leurs enfants. Des questions sur la capacité d'obtenir des services ont été intégrées tout au long du questionnaire. L'enquête fournira des renseignements sur les « dénouements » du processus d'intégration des immigrants au Canada, par exemple aux chapitres de l'apprentissage de la langue, de l'emploi et du revenu.

Les résultats du premier volet d'interviews de l'enquête sortiront en décembre 2002.

Éducation

Le Canada compte parmi plus de 30 pays participant au Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Le programme est conçu pour fournir des indicateurs du rendement scolaire des élèves de 15 ans. Le PISA se déroule en trois cycles : en 2000, on a recueilli des données sur le rendement en lecture, en 2003, on en recueillera sur le rendement en mathématiques et en 2006, sur le rendement en sciences. Il permettra de fournir de nouveaux renseignements sur la compétence des élèves, les conséquences de leurs antécédents socioéconomiques et les caractéristiques de leur famille et de leur domicile. Il nous éclairera également quant à l'importance des écoles sur le rendement des élèves.

L'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET) complète le PISA. L'EJET est une enquête longitudinale visant à recueillir des renseignements utiles pour l'élaboration des politiques sur les transitions de l'école au travail et les facteurs qui influent sur les parcours d'éducation, de formation et de travail. On suivra les mouvements des jeunes et on se penchera sur les facteurs influant sur les transitions de l'école au travail. Lancée en 2000, l'EJET suivra deux cohortes de jeunes, de 15 ans et de 18 à 20 ans respectivement, recueillant sur eux de l'information tous les deux ans jusqu'à ce qu'ils atteignent entre la mi-vingtaine et la fin de la vingtaine. Les résultats provisoires pour les deux cohortes d'âge devraient être disponibles vers la fin de 2001 ou le début de 2002.

Le premier cycle de l'EJET a été intégré au PISA pour les jeunes de 15 ans. Il s'agit d'une importante réalisation à deux égards. D'abord, cela nécessitait un partenariat étroit entre le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), les ministres provinciaux de l'Éducation, Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada. Ensuite, l'information issue de cet effort de collaboration inclura des estimations des aptitudes des jeunes en lecture, en mathématiques et en sciences, et ce, dans les deux langues officielles, estimations qui seront étalonnées par rapport aux résultats de plus de 30 autres pays. Pour la première fois, nous apprendrons quelque chose quant aux conséquences du milieu scolaire sur les résultats sur le marché du travail sans perdre de vue d'autres facteurs importants tels que la vie de famille de l'élève.

Santé

Dans le cadre du nouvel accord fédéral-provincial sur la santé, Statistique Canada a reçu un financement quadriennal afin d'élaborer l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC), qui mettra l'accent sur l'état de santé, les déterminants de la santé et l'utilisation des services de santé. Un aspect novateur de l'enquête est que la taille de son échantillon est suffisamment grande pour établir des estimations pour chacune des régions sanitaires. Il existe plus de 130 régions sanitaires infraprovinciales. Ces nouvelles unités administratives jouent un rôle de plus en plus important dans la prestation de soins de santé. L'organisme a permis aux provinces, aux territoires et aux régions de choisir des modules particuliers du questionnaire fondés sur leurs besoins en données uniques, tant et si bien que nous administrons 27 versions différentes du questionnaire. En plus d'accroître énormément la complexité de l'enquête, cela en augmente également l'utilité.

L'organisme a commencé à recueillir les données du premier cycle de l'ESCC en septembre 2000 et poursuivra la collecte jusqu'en septembre 2001.

Les premiers résultats de l'ESCC paraîtront sous forme d'analyses provisoires au printemps de 2001 et seront présentés dans le rapport de l'an prochain.

Croissance économique

Statistique Canada a révisé la mesure trimestrielle officielle du produit intérieur brut réel (PIB basé sur les dépenses) à l'aide d'une nouvelle formule d'agrégation acceptée à l'échelle internationale, appelée la formule de l'indice en chaîne Fisher. Cette méthode produit la mesure la plus exacte qui soit de la croissance du PIB d'un trimestre à l'autre et reflète la structure actuelle de l'économie et les technologies qu'on y emploie. Ce changement permet d'harmoniser la mesure canadienne aux comptes trimestriels des revenus et des produits des États-Unis. Une amélioration importante a été apportée aux estimations officielles du PIB : il s'agit de l'immobilisation des dépenses de développement de logiciels. On voulait ainsi respecter les normes internationales pour l'établissement des estimations du PIB et des investissements et harmoniser les données du Canada à celles que publient la plupart des autres pays du G7.

Recherche sur les politiques

Par son Initiative de la recherche sur les politiques, le gouvernement cherche à renforcer la capacité du Canada en matière de recherche sur les politiques. Le Comité de recherche sur les politiques (CRP) a été établi en juillet 1996 dans le cadre d'une étude par le Bureau du Conseil privé (projet Canada 2005) visant à comprendre le contexte de la politique gouvernementale à moyen terme de même qu'à commencer à planifier pour la prochaine décennie. Le CRP a déterminé quatre grands secteurs de la problématique stratégique actuelle et nouvelle : *l'économie fondée sur le savoir, la croissance économique, la cohésion sociale et le développement des ressources humaines* (un cinquième domaine, *les défis et les possibilités à l'échelle mondiale*, a par la suite été ajouté). Statistique Canada continue à créer un certain nombre de nouvelles enquêtes afin de relever les défis de recherche et de combler les lacunes statistiques déterminés par le CRP. L'organisme élabore actuellement ces nouvelles enquêtes afin de répondre aux priorités de recherche particulières et aux besoins en information précis qui ont été recensés et de permettre à ses programmes de le faire de façon intégrée et cohérente. Les enquêtes sont entrées dans leur troisième année d'exécution en 2000-2001, et la diffusion des données de certaines d'entre elles s'est effectuée durant cette période. Les projets particuliers, échelonnés sur une période de quatre ans, sont élaborés en tenant compte des cinq grandes rubriques de recherche et de politiques et sont présentés en détail dans la partie D du présent rapport.

Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)

En 1996-1997, Statistique Canada a lancé un vaste et important projet en vue d'améliorer les statistiques économiques provinciales. Cela s'est fait à l'issue de discussions sur l'harmonisation de la taxe de vente entre les gouvernements du Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et du Labrador, ce qui a abouti à la décision d'utiliser une formule de répartition des recettes fondée sur des statistiques agrégées. Afin de réduire le fardeau pour les entreprises, on a décidé d'utiliser cette approche plutôt que de tenter de suivre toutes les transactions commerciales comportant un versement ou un remboursement de la taxe de vente. Cependant, pour utiliser cette répartition des recettes, il fallait, a-t-on alors reconnu, améliorer substantiellement la qualité des statistiques économiques provinciales.

Comme l'ont souligné les précédents rapports sur le rendement, Statistique Canada a raffermi ses statistiques économiques provinciales afin de bâtir un système intégral de comptes économiques provinciaux assortis de tableaux d'entrées-sorties connexes.

Les résultats provenant de ce projet ont été utilisés par le ministère des Finances au cours des deux dernières années pour préparer des estimations provisoires et intérimaires du partage des recettes provenant de la taxe de vente harmonisée (TVH) entre les provinces atlantiques participantes. En 2000, les sorties ont servi à produire des comptes provinciaux et territoriaux d'entrées-sorties annuels². En retour, ces comptes ont servi à calculer le partage des recettes provisoires pour l'année civile 1997 entre le gouvernement fédéral et les provinces, et la diffusion des comptes d'entrées-sorties de 2001 servira à calculer le partage final pour cette même année et le partage provisoire de 1998. Ces comptes constituent une nette amélioration, car ils nous aident à mieux comprendre le rendement économique des provinces.

Enquêtes postcensitaires

Les nouvelles statistiques s'avèrent très utiles dans plusieurs autres domaines, des arrangements relatifs aux transferts intergouvernementaux et de la formulation des politiques sur le développement régional à la commercialisation des investissements des entreprises et à l'analyse des coûts. L'organisme élabore actuellement trois enquêtes qu'il réalisera après le Recensement de 2001.

Enquête auprès des peuples autochtones : Dans le cadre de l'initiative du gouvernement Rassembler nos forces, Statistique Canada s'est vu confier le mandat de mener une enquête postcensitaire exhaustive sur la population autochtone. Dans l'élaboration et la conduite de cette enquête, Statistique Canada travaille en collaboration étroite avec les groupes et les organisations autochtones. Cela a mené à l'élaboration d'une stratégie de conception de questionnaires reconnaissant le besoin tant de données nationales de base que de données propres aux divers groupes autochtones. En conséquence, nous avons produit quatre questionnaires distincts. L'enquête aura lieu à l'automne de 2001 et au printemps de 2002.

Dans le cadre de la réponse du gouvernement à la Commission royale sur les peuples autochtones, Statistique Canada a la responsabilité non seulement de mener des enquêtes postcensitaires, mais également de soutenir la création d'une capacité statistique chez les peuples autochtones. Deux initiatives fructueuses ont été entreprises. D'abord, Statistique Canada a mis au point un cours de formation statistique de base à l'intention des Autochtones devant utiliser des statistiques dans leur emploi. À ce jour, plus de 300 Autochtones ont suivi le cours à différents endroits au pays afin d'appuyer les activités de prise de décisions, de planification, de programmation et d'évaluation ainsi que les activités connexes de leur organisation. De plus, un nouveau cours sur l'utilisation des

2. Les tableaux d'entrées-sorties présentent un compte rendu exhaustif de l'économie (nationale ou provinciale) sous forme de matrices offrant un portrait détaillé des secteurs d'activité et des marchandises (biens et services). La matrice des sorties montre les marchandises selon chaque secteur d'activité, la matrice des entrées présente les entrées (matériel, énergie, services, main-d'œuvre et capitaux) que chaque secteur d'activité utilise pour produire une sortie et la matrice de la demande finale montre les emplois finaux de biens et services. Les tableaux provinciaux comportent des éléments additionnels dont une matrice du flux commercial qui repère, parmi les estimations provinciales, l'origine et la destination des biens et services échangés.

statistiques sur les entreprises et l'économie a été mis au point à l'automne de 2000 et à l'hiver de 2001 et a été mis à l'essai en avril 2001.

La deuxième initiative est le Programme de stagiaires autochtones de Statistique Canada. Six stagiaires autochtones ont été embauchés pour travailler à Statistique Canada pendant deux ans, période durant laquelle ils seront exposés à toutes sortes d'activités statistiques. Au terme de leur emploi, ils retourneront travailler au sein d'organisations et de collectivités autochtones.

Enquête sur la participation et les limitations d'activités : L'objectif de l'enquête postcensitaire auprès des personnes ayant une incapacité est de fournir de l'information sur les caractéristiques des adultes et des enfants ayant une incapacité au Canada, sur le besoin de mesures de support et de soutien social aux personnes handicapées, et sur la participation des personnes ayant une incapacité aux études, à l'emploi et aux activités de tous les jours.

Le précurseur de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités (EPLA) était l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités (ESLA), que Statistique Canada a mené à deux reprises — la première fois après le Recensement de 1986 et la deuxième, après le Recensement de 1991. Aucune enquête postcensitaire portant sur l'incapacité n'a eu lieu en 1996, et l'absence de cette information a provoqué une lacune cruciale quant aux connaissances de Statistique Canada dans ce domaine. L'organisme a élaboré et testé avec succès les instruments d'enquête de l'EPLA de 2001, dont l'échantillon comptera environ 40 000 personnes.

Enquête sur la diversité ethnique : Statistique Canada et Patrimoine canadien collaborent à l'élaboration de la première enquête postcensitaire sur l'appartenance ethnique. Un comité consultatif formé d'experts des quatre coins du Canada encadre également l'enquête, laquelle vise un double objectif. D'abord, elle fournira des renseignements sur la diversité ethnique au Canada et sur l'impact de celle-ci sur les résultats socioéconomiques. Ensuite, l'enquête nous donnera de l'information pour mieux comprendre comment les Canadiens d'antécédents ethniques différents interprètent leur appartenance ethnique et en font état. L'information recueillie servira à de futures collectes de données dans le domaine de l'appartenance ethnique, en particulier à l'élaboration du contenu du Recensement de 2006. L'Enquête sur la diversité ethnique suivra le Recensement de 2001, duquel on tirera la base de sondage. L'élaboration de l'enquête a commencé. Un essai pilote est prévu pour septembre 2001 et la collecte des données s'amorcera en avril 2002. L'échantillon de l'enquête comptera environ 40 000 personnes.

Recherche démographique

Une évaluation des conséquences du vieillissement démographique doit, entre autres, reposer sur une analyse des habitudes de vie des différentes générations. L'évolution des caractéristiques socioéconomiques et des comportements démographiques des individus au cours de leur cycle de vie ont également leur importance. C'est dans cette perspective que Statistique Canada a développé un programme de recherche sur le vieillissement démographique et le renouvellement des générations. Ce programme s'articule autour de trois axes :

1. Comportements démographiques et soutien social : ce premier axe aura pour objectif d'analyser l'impact de l'évolution de phénomènes démographiques (fécondité, nuptialité, unions libres, divorces, migration, mortalité) sur le réseau de soutien potentiel des personnes âgées.

2. **Habitudes de vie, santé et longévité** : ce deuxième axe de recherche a pour objectif d'analyser l'évolution des habitudes de vie et de consommation par génération ainsi que leur impact sur les gains en espérance de vie et en espérance de vie en bonne santé, et, potentiellement, sur la longévité.

Passage de la vie active à la retraite : ce troisième axe a pour objectif d'analyser le vieillissement de la main-d'œuvre canadienne et d'étudier l'évolution du passage de la vie active à la retraite au cours des dernières années. Cet axe sera aussi l'occasion d'analyser la préparation financière pour la retraite et de souligner les différences selon la génération et le sexe.

Pertinence : améliorations des programmes résultant de la rétroaction des utilisateurs

Modifications apportées aux programmes statistiques en fonction d'avis extérieurs et de l'examen des programmes

Statistique Canada s'appuie sur de nombreux mécanismes consultatifs qui contribuent à l'examen constant de ses produits statistiques. Les exemples suivants fournissent une indication de l'influence de ces mécanismes sur les programmes de Statistique Canada.

Secteur bénévole canadien

Les participants aux rencontres du Conseil national de la statistique de novembre 2000 ont reconnu qu'il fallait trouver un cadre pour mesurer le secteur bénévole canadien afin de mieux encadrer l'élaboration des politiques. Le compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat a reçu du financement dans le cadre de l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire. Cette initiative d'élaboration de données au sein du Système de comptabilité nationale de Statistique Canada permettra de déterminer la taille, la portée et la nature du secteur sans but lucratif du Canada à l'intérieur du cadre comptable macroéconomique utilisé pour mesurer des variables telles que le produit intérieur brut. On y trouvera une série type de comptes économiques de même qu'une extension non marchande, question d'attribuer une valeur pécuniaire au travail bénévole non rémunéré. La première phase du projet, qui devrait prendre fin à l'automne de 2001, prévoit l'établissement d'estimations provisoires et la préparation d'un plan d'amélioration des données qui sera mis en œuvre durant la deuxième année.

L'environnement et le développement durable

En novembre 2000, les membres du Conseil national de la statistique ont accueilli avec beaucoup d'enthousiasme la participation de Statistique Canada à deux nouvelles initiatives d'envergure destinées à améliorer l'information environnementale au Canada. La première de ces initiatives consiste à aider le statisticien en chef dans ses fonctions en tant que membre d'un groupe de travail mis sur pied par le ministre fédéral de l'Environnement pour étudier la possibilité de créer un Système canadien d'information pour l'environnement. La seconde initiative consiste à travailler de très près avec la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie afin d'élaborer et de tester sur une période de trois ans un ensemble d'indicateurs du développement durable pour le Canada. Les membres ont encouragé l'organisme à jouer un rôle actif dans l'élaboration tant conceptuelle qu'empirique de l'information environnementale et d'indicateurs du développement durable.

Statistique juridique

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) est la branche opérationnelle de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique (ENRSJ), un partenariat avec tous les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de l'administration de la justice au Canada. Le Conseil de l'information juridique (CIJ), auquel siègent tous les sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la Justice et le statisticien en chef, est l'organe dirigeant de l'ENRSJ. Le CIJ représente également les principaux fournisseurs et utilisateurs de données du CCSJ.

En 2000-2001, on a élaboré un nouveau plan stratégique articulant les priorités et les plans pour les années à venir. Ce plan est le résultat d'un processus de consultation qui a confirmé la pertinence des données produites et leur rôle de premier plan pour soutenir la planification stratégique et opérationnelle, l'élaboration des politiques et des programmes, l'évaluation des programmes et la recherche internationale. Au nombre des priorités courantes du secteur de la justice pour lesquelles l'organisme a été d'un secours précieux figurent les jeunes, les armes à feu, le crime organisé, les renvois, le harcèlement criminel et la durée du traitement des affaires devant les tribunaux.

Le Recensement de la population

L'an 2001 est une année de recensement pour les Canadiens, et avant chaque recensement, Statistique Canada s'enquiert auprès des utilisateurs de données et des parties intéressées des quatre coins du pays du type et de l'étendue de l'information que devrait contenir la base de données du recensement. L'organisme veut ainsi s'assurer de tenir compte des questions sociales et économiques émergentes et, le cas échéant, d'utiliser le recensement et les enquêtes postcensitaires pour nous éclairer à leur sujet.

Diverses questions de politique sociale ont influé sur le contenu du questionnaire du Recensement de 2001, par exemple :

- les besoins d'une population vieillissante tels que les services médicaux et le logement (questions sur l'âge, le sexe et l'état matrimonial);
- les programmes et politiques du Canada touchant le multiculturalisme, le bilinguisme et l'équité en matière d'emploi (questions sur l'immigration, la langue, la citoyenneté et l'appartenance ethnique);
- les changements technologiques, qui exigent d'améliorer ses compétences et d'apprendre continuellement (questions sur l'éducation);
- l'analyse et l'évaluation de l'inégalité économique et la polarisation consécutive de la société canadienne entre les « riches » et les « pauvres » (questions sur le revenu, l'éducation et la population active);
- la demande de programmes de logements à prix abordable et la détermination des « besoins impérieux de logement » (questions sur le logement);

- les nouvelles demandes de données provenant du public et du secteur privé ainsi que les lois fédérales et provinciales telles que la *Loi sur la modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations*, qui reconnaît les droits des couples de même sexe.

Exactitude de l'information

Pour veiller à ce que ses activités et ses produits répondent aux besoins de sa clientèle, Statistique Canada se concentre sur un deuxième élément : l'exactitude de son information.

L'**exactitude** de l'information statistique correspond au degré auquel cette information décrit correctement les phénomènes qu'elle a été conçue pour mesurer et se présente habituellement sous la forme d'erreurs dans les estimations statistiques.

On utilise un large éventail de pratiques de conception de méthodes statistiques et d'assurance de la qualité pour gérer et contrôler les erreurs. Dans le cas de l'information statistique la plus importante — comme les chiffres de population du Recensement de la population, les mesures de l'emploi et du chômage, l'Indice des prix à la consommation et les mesures de la production économique —, on consacre un peu plus de ressources pour obtenir un plus grand degré d'exactitude. En outre, tous les communiqués de données imprimés et électroniques sont soumis à une vérification « institutionnelle » de la qualité au sein de l'organisme pour veiller à ce que les utilisateurs obtiennent de bons produits. Il y a toutefois des limites à l'exactitude qu'on peut atteindre à des coûts réalistes. Toutes les données statistiques, quelles qu'en soient les sources, sont sujettes à un certain degré d'erreur.

L'exactitude est habituellement décrite en fonction des principales sources d'erreurs, celles-ci touchant généralement la couverture, l'échantillonnage, la non-réponse et la réponse. Des erreurs de couverture se produisent lorsqu'une liste de personnes, de ménages, d'institutions ou d'entreprises sur laquelle est fondée une enquête est incomplète, ce qui fait que les unités absentes ne sont pas représentées dans les résultats de l'enquête. Des erreurs d'échantillonnage surviennent lorsqu'on n'inclut qu'un échantillon de répondants dans l'enquête. Les estimations fondées sur un échantillon différeront généralement des résultats fondés sur un recensement complet. La non-réponse vient du fait qu'il n'est pas toujours possible d'obtenir des données de toutes les unités choisies. Des ajustements statistiques peuvent être effectués pour compenser la non-réponse, mais on ne peut être absolument certain que les résultats de l'enquête refléteront adéquatement les caractéristiques des non-répondants. L'erreur de réponse découle de l'obtention, pour toutes sortes de raisons, de réponses inexactes. Certaines sont décelées et des ajustements sont faits pour compenser, mais certaines peuvent ne pas l'être.

La Politique visant à informer les utilisateurs sur la qualité des données et la méthodologie de Statistique Canada (voir le *Rapport ministériel sur le rendement* de 1997-1998 pour plus de renseignements) exige que chaque communiqué de données soit accompagné d'une description de la méthodologie et des indicateurs d'exactitude des données ou en fasse mention. Certains indicateurs d'exactitude sont obligatoires lorsqu'ils s'appliquent, ce sont : les indicateurs d'exactitude de la couverture, les estimations de l'erreur d'échantillonnage, le taux de réponse (ou l'inverse, le taux de non-réponse) et, selon l'expérience du passé, l'éventuelle taille relative des révisions. Il est aussi possible de fournir toute une gamme de mesures additionnelles suivant la taille du programme et l'importance des estimations.

Exactitude : couverture d'enquête

Chaque enquête cherche à observer une population cible. Une base de sondage, ou une liste d'unités de cette population cible, est utilisée pour définir et choisir l'échantillon de l'enquête. Les erreurs de couverture (les omissions, les inclusions erronées, les doubles comptes et la classification erronée des unités) dans la base de sondage peuvent entraîner un biais dans les estimations produites à partir de l'enquête. Par conséquent, l'exactitude des bases de sondage est cruciale à l'exactitude des résultats d'enquête. Les paragraphes suivants examinent la couverture des principales bases utilisées pour les enquêtes-entreprises, les enquêtes-ménages et les programmes ayant recours aux sources de données administratives.

Enquêtes-entreprises

Pour la majorité de ses enquêtes-entreprises, Statistique Canada utilise le Registre des entreprises (RE) comme base de sondage. Le RE tente de couvrir toutes les entreprises très actives au Canada. Il utilise les données administratives de l'Agence canadienne des douanes et du revenu (ACDR) afin de fournir une liste à jour des entreprises au Canada. Depuis 1997, la couverture du RE s'est élargie avec l'utilisation des données provenant de la taxe sur les produits et services (TPS) conjuguées à l'information tirée des déclarations fédérales d'impôt sur le revenu des sociétés, lesquelles sont recueillies par l'ACDR. Des études sont menées périodiquement sur le RE pour mesurer la qualité de la couverture ainsi que la qualité de l'information qu'il renferme (par exemple les classifications industrielles et géographiques). On estime actuellement que le RE couvre plus de 97 % des entreprises répondant à au moins un des trois critères suivants :

- verser des retenues à la source auprès de Revenu Canada;
- être une entreprise non constituée en société touchant des recettes de ventes estimatives d'au moins 30 000 \$;
- être une entreprise constituée en société en vertu d'une loi fédérale ou provinciale et produire des déclarations fédérales de revenus des sociétés.

Enquêtes-ménages

L'Enquête sur la population active (EPA) et bien d'autres enquêtes-ménages font usage d'une base areolaire commune englobant toute la géographie des 10 provinces canadiennes, à quelques petites exceptions près³. Les régions géographiques sont tirées au hasard de cette base. Parmi les régions sélectionnées, des ménages sont choisis au hasard à partir de listes de logements établies pour ces régions. Des problèmes de couverture peuvent surgir si l'on omet certains logements dans ces listes ou si les ménages de logements sélectionnés omettent de déclarer certains de leurs membres. La couverture de l'enquête est surveillée, en partie, en comparant l'estimation de la population totale obtenue directement de l'échantillon de l'enquête aux estimations officielles des populations. Pour réduire au minimum les effets des erreurs de couverture, les estimations de l'enquête sont statistiquement ajustées de façon à ce que les résultats publiés couvrent la population totale.

3. Les réserves indiennes, les établissements militaires et certaines institutions sont exclus de l'Enquête sur la population active.

Dans le cas de l'EPA, la couverture directe est demeurée constante, à près de 90 %, depuis les trois dernières années.

Dans certaines enquêtes-ménages, on utilise l'annuaire téléphonique comme base de sondage. Cette méthode, bien que peu coûteuse pour la grande majorité des ménages canadiens, omet cependant ceux qu'on ne peut joindre par téléphone. Le pourcentage des ménages ayant un téléphone est surveillé comme un indicateur de la couverture de ces enquêtes. Dans certains cas, on utilise conjointement une base aréolaire et l'annuaire téléphonique comme base de sondage afin d'améliorer la couverture.

Pour les enquêtes visant un sous-ensemble particulier de la population, il est possible d'utiliser une liste de personnes (ou de ménages) possédant une certaine caractéristique comme base de sondage, s'il en existe une. Une telle liste pourrait être établie à partir d'une source de données administratives (voir ci-après) ou, comme dans le cas des enquêtes postcensitaires, d'un recensement de la population. Par exemple, l'Enquête sur la santé et les limitations d'activités qui a été menée après le Recensement de 1986 et celle menée après le Recensement de 1991 utilisait comme base de sondage l'ensemble de personnes ayant déclaré une limitation d'activités au recensement. La couverture de telles enquêtes est évaluée par rapport à la couverture de la liste de base.

Sources de données administratives

Les sources de données administratives (comme les fichiers d'impôt ou les documents d'importation) sont utilisées comme source de renseignements statistiques pour certains programmes. En soi, l'exactitude de la couverture se trouve, dans une large mesure, déjà intégrée à la source de données. Pour ces sources, désignées aux fins réglementaires, on peut s'attendre à ce que la couverture soit complète pour cette population cible dans la mesure où l'on exerce un contrôle effectif par voie d'octroi de licences ou d'exécution. Statistique Canada doit évaluer la pertinence de cette population cible dans l'optique des besoins statistiques qu'il tente de satisfaire. L'organisme peut entreprendre des processus de rapprochement ou d'ajustement fondés sur des sources de renseignements supplémentaires ou corroborantes afin de mieux harmoniser la couverture administrative aux besoins statistiques. Compte tenu de leur exhaustivité, les statistiques provenant de sources administratives sont également utilisées dans certaines situations pour améliorer la couverture et l'exactitude des statistiques issues d'enquêtes.

Exactitude : erreur d'échantillonnage

L'échantillonnage est un moyen important de mieux répartir les ressources, d'assurer la pertinence des programmes, de produire des résultats plus actuels et d'améliorer d'autres façons l'exactitude des données. L'échantillonnage permet à Statistique Canada de faire plus avec moins et, en optimisant ses plans d'échantillonnage, d'obtenir des données plus fiables.

On peut s'attendre à ce que les estimations fondées sur un échantillon varient d'un échantillon à l'autre et diffèrent de celles qui proviendraient d'un recensement complet. L'importance prévue de ces variations et de ces différences dépend notamment du plan d'échantillonnage. On peut évaluer la fiabilité de chaque estimation à partir des données de l'échantillon. La mesure de la fiabilité dont les utilisateurs entendent le plus souvent parler est le « coefficient de variation » ou « c.v. ».

Un faible c.v. signifie un degré élevé de confiance en la fiabilité statistique de l'estimation associée à ce c.v. Inversement, un c.v. plus élevé signifie un plus faible degré de confiance en cette fiabilité.

Le tableau 3 présente les coefficients de variation pour les estimations ou les résultats principaux des enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada.

Tableau 3 : Coefficients de variation pour les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada

<i>Enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada¹</i>		Coefficients de variation (%)				
		Estimation	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Enquête sur la population active						
Emploi	Emploi total	0,3	0,3	0,3	0,3	
Chômage	Chômage total	1,8	1,8	1,9	2,0	
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières ²						
	Livraisons totales	n.c.	n.c.	0,5	0,6	
Enquête mensuelle sur le commerce de gros						
	Ventes en gros totales	1,3	0,9	1,1	1,1	
Enquête mensuelle sur le commerce de détail						
	Ventes au détail totales	1,0	0,9	1,1	1,1	
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures ³						
	Employés	0,2	0,1	0,4	0,6	
Enquête financière trimestrielle ⁴						
	Revenus et profits	n.c.	n.c.	< 5 %	< 5 %	

1. Le présent tableau omet les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada (Indice des prix à la consommation, commerce international, produit intérieur brut mensuel et Indice des prix des produits industriels) qui n'utilisent pas d'échantillonnage aléatoire pour produire leurs estimations.
2. Les variations du c.v. pourraient s'expliquer en bonne partie par le remaniement de l'enquête.
3. L'augmentation du c.v. pour l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures découle de changements dans la méthode de calcul. On ne dispose pas de corrections historiques.
3. L'Enquête financière trimestrielle a été remaniée. Étant donné que celle-ci est achevée, le suivi de cet indicateur est maintenant calculé et continuera de l'être pour les années à venir.

n.c. = non calculé.

Les coefficients de variation présentés au tableau 3 sont tous très faibles (les estimations étant par conséquent considérées comme très fiables), ce qui témoigne de l'importance de ces programmes. (Des résultats plus désagrégés de ces programmes auraient tendance à s'accompagner de c.v. plus élevés étant donné qu'en général, plus la taille du sous-groupe d'intérêt diminue, plus les c.v. des estimations s'y rapportant augmentent⁴.)

Exactitude : taux de réponse

La précision des données diffusées par Statistique Canada découle directement de la précision des données que lui fournissent les répondants dans le cadre de ses enquêtes et recensements. Il s'ensuit que le pourcentage de répondants à qui on demande de fournir des données et qui en fournissent effectivement représente une indication importante de la précision. On peut s'attendre à ce que plus ce « taux de réponse » est élevé, plus la précision des résultats d'enquête est grande. Le tableau 4 ci-après

4. Un c.v. exprime la variabilité en pourcentage de l'estimation. Normalement, une fourchette de plus ou moins 2 c.v. autour de l'estimation fournit un intervalle de confiance de 95 % pour la valeur estimée.

présente les taux de réponse (exprimés en pourcentage) pour les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada.

Tableau 4 : Taux de réponse pour les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada

<i>Enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada¹</i>	<i>Taux de réponse</i>			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Enquête sur la population active ²	95 %	95 %	94 %	92 %
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	97 %	98 %	96 %	96 %
Enquête mensuelle sur le commerce de gros	90 %	92 %	92 %	91 %
Enquête mensuelle sur le commerce de détail	94 %	93 %	92 %	91 %
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu)	80 %	83 %	81 %	83 %
Enquête financière trimestrielle	83 %	80 %	80 %	80 %
Indices des prix des produits industriels	90 %	90 %	90 %	90 %

1. Le présent tableau omet les enquêtes sur l'Indice des prix à la consommation, le commerce international et le produit intérieur brut mensuel et trimestriel, qui ne recueillent pas de données directement auprès des répondants.
2. En 2000-2001, la diminution du taux de réponse pour l'Enquête sur la population active est le résultat de la centralisation de l'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO).

On convient de façon générale qu'il est impossible d'obtenir un taux de réponse de 100 % pour la plupart des enquêtes. L'organisme s'assure que des efforts raisonnables sont déployés pour obtenir un taux de réponse acceptable (ainsi que des réponses précises) tout en produisant des données actuelles sans imposer de fardeau indu aux répondants. Cela se fait généralement, entre autres méthodes, en concevant de bons questionnaires, en utilisant des procédures et des opérations testées et éprouvées, en communiquant aux répondants des renseignements sur la raison d'être de la collecte des données, en effectuant un suivi avec les non-répondants et en apportant des ajustements statistiques appropriés aux données en l'absence d'une réponse complète. Dans le cas des programmes de statistiques économiques ou de statistiques sur les entreprises, le suivi met principalement l'accent sur les répondants qui contribuent le plus aux estimations.

Un programme a été mis sur pied pour permettre à Statistique Canada de gérer ses relations avec les répondants. Le programme de relations avec les répondants a permis d'élaborer des lignes directrices pour les enquêtes auprès des ménages et auprès des entreprises. Son mandat comporte aussi la création d'un compendium des « meilleures pratiques » afin d'aider les gestionnaires d'enquêtes à mieux communiquer avec les répondants. Au bureau central et dans les bureaux régionaux, des spécialistes des relations avec les répondants préparent des produits de communication pour différentes parties intéressées dont le principal objectif est d'expliquer comment accéder aux données d'enquêtes et les utiliser. Ils ont également préparé du matériel de formation ou offert de la formation aux intervieweurs sur la façon de gérer la non-réponse, particulièrement en suggérant aux répondants d'expliquer de façon

claire et convaincante les raisons de participer à une enquête. Le module du site Web intitulé Participez-vous à une enquête de Statistique Canada? comprend de l'information sur les enquêtes auprès des ménages et auprès des entreprises ainsi que de l'information sur les « droits » des répondants. Une analyse détaillée des commentaires des répondants sera entreprise au cours de l'année à venir.

Exactitude : habitudes de révision des données statistiques

Les séries chronologiques économiques et socioéconomiques sont des comptes rendus statistiques de l'évolution des processus économiques dans le temps qu'on établit habituellement pour des périodes consécutives telles que les mois, les trimestres et les années. En soi, les séries chronologiques sont un outil important pour comprendre tant les tendances que les causes sous-jacentes des phénomènes sociaux et économiques. Bien que les révisions aux estimations statistiques soient nécessaires, elles ont un impact significatif sur les utilisateurs des données, car elles modifient leur compréhension de ces phénomènes et, par le fait même, ont des conséquences sur les décisions qu'ils prennent.

Statistique Canada tente de réduire la taille des révisions aux estimations statistiques en facilitant la déclaration lors des enquêtes, en s'assurant que les questions sont faciles à comprendre, en utilisant de nouvelles technologies afin de mieux s'adapter aux capacités des répondants de déclarer des données et en faisant des examens internes pour s'assurer que les procédures de collecte et de traitement des données donnent de bons résultats. Bien sûr, les révisions ne sont pas nécessaires seulement dans le cas d'un cycle de traitement incomplet. D'autres activités planifiées, y compris les modifications aux systèmes de classification ou les changements aux paniers de biens sur lesquels les indices sont fondés donnent aussi lieu à des révisions. Les révisions aux séries de l'organisme sont effectuées en vue d'établir un équilibre entre les exigences concurrentes de précision et d'actualité.

Actualité de l'information

On entend par **actualité** deux aspects distincts. Pour les programmes courants, il s'agit habituellement du temps qui s'écoule entre la fin de la période de référence et la diffusion des données. Pour une enquête unique ou nouvelle, il peut s'agir du temps qui s'écoule entre le moment où le besoin est connu et la parution des données. On pourrait mieux dire dans ce dernier cas qu'il s'agit de « réactivité ». L'évaluation du rendement porte surtout sur le premier sens. L'actualité est clairement visible pour les utilisateurs et facile à déterminer. Le choix d'un objectif pour l'actualité est étroitement lié à la pertinence puisque l'information peut ne pas être utile si elle n'est pas disponible à temps. Étant donné les cibles visées pour l'actualité, deux mesures de rendement sont utiles. La première est l'existence de dates de diffusion annoncées à l'avance pour les séries régulières, et le respect de ces dates. La deuxième tient aux améliorations apportées, soit parce que les cibles ont été modifiées, soit parce qu'elles ont été dépassées. Cette mesure doit toutefois être envisagée concurremment avec d'autres facteurs puisque les améliorations obtenues aux dépens de l'exactitude ou à un coût prohibitif peuvent ne pas constituer une amélioration du rendement global.

Les clients ont toujours été en faveur du maintien de l'actualité présente, surtout si une actualité accrue devait entraîner par la suite des révisions statistiques plus étendues ou la réduction du niveau de détail. En outre, les utilisateurs accordent beaucoup d'importance à la prévisibilité des dates de diffusion.

Actualité : mesures du temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion

Le temps écoulé entre la période de référence et la date de diffusion pour les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada est une mesure de l'actualité de l'information qui permet de vérifier la pertinence des statistiques sur le plan de la « fraîcheur » de l'information publiée. Le tableau 5 met en évidence l'actualité de l'information d'un ensemble choisi de grandes publications.

Tableau 5 : Temps écoulé entre la période de référence et les dates de diffusion (enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada)

Enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada	Fréquence	Objectif* d'actualité
Enquête sur la population active	Mensuelle	20 jours
Indice des prix à la consommation	Mensuelle	17 jours
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle	48 jours
Commerce international	Mensuelle	50 jours
Commerce de gros et de détail — mensuel	Mensuelle	52 jours
Produit intérieur brut		
Mensuel	Mensuelle	60 jours
Trimestriel	Trimestrielle	60 jours
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (composante du revenu)	Mensuelle	60 jours
Enquête financière trimestrielle	Trimestrielle	61 jours
Indices des prix des produits industriels	Mensuelle	30 jours

* Les objectifs d'actualité sont exprimés en jours civils. Ils représentent une indication du délai prévu entre le dernier jour de la période de référence auquel les résultats se rapportent et le jour où les données sont diffusées au public. Les objectifs d'actualité peuvent varier, par exemple, en fonction du nombre de jours ouvrables d'un mois donné.

En 2000-2001, toutes les enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada ont été diffusées à temps. Au cours de l'année financière, l'organisme a publié 250 autres communiqués selon un calendrier de diffusion établi au préalable (dont 99,2 % ont été diffusés au moment prévu). La section intitulée « Autres renseignements » qui se trouve à la fin du présent rapport fournit une liste plus complète des principaux communiqués ainsi que le calendrier de diffusion.

L'actualité de la diffusion des données d'enquêtes est généralement assez stable et les changements se produisent sur une longue période. On apporte souvent des changements lorsque les enquêtes sont soumises à d'importantes restructurations.

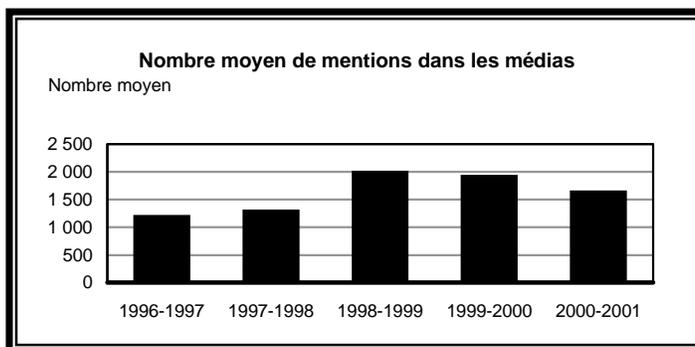
Accessibilité de l'information

On entend par **accessibilité** la disponibilité de l'information détenue par l'organisme. Cela comprend l'existence de modes appropriés de diffusion de l'information à diverses clientèles, la disponibilité des catalogues ou des outils de recherche permettant aux utilisateurs de savoir ce qui est disponible et comment l'obtenir, et un accès abordable et pratique aux données pour les différents groupes d'utilisateurs.

Les données ci-après concernant le rendement font état des réalisations de l'organisme à cet égard en 2000-2001.

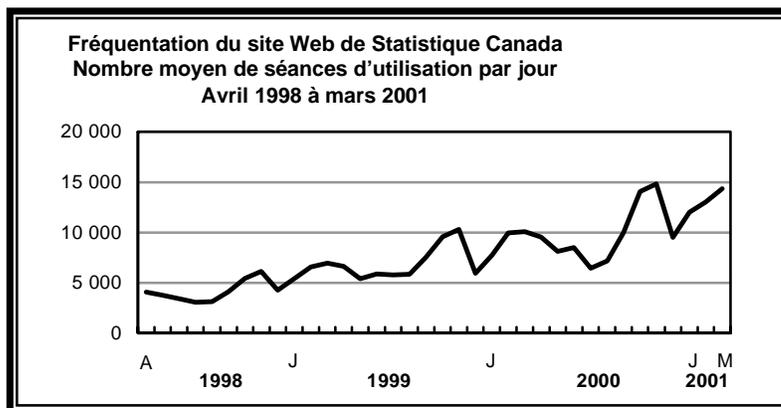
Accès par l'entremise des médias

Le public apprend l'existence des produits et données de Statistique Canada surtout grâce à la couverture qu'assurent les médias des communiqués de l'organisme. Celui-ci surveille les médias en dépouillant les reportages de 41 grands journaux et magazines et de six réseaux nationaux de radio et de télévision. Les communiqués de l'organisme continuent à jouir d'une grande couverture dans les médias surveillés. En 2000-2001, le nombre moyen de mentions par mois dans les médias s'élevait à 1 645.



Accès par l'entremise d'Internet

Dans les efforts qu'il déploie pour commercialiser et diffuser son information, Statistique Canada s'applique surtout à rendre celle-ci plus accessible à ses divers publics. Au fur et à mesure qu'évoluent les technologies, une proportion de plus en plus grande de clients de l'organisme ont accès à Internet, de sorte que le site de Statistique Canada



(<http://www.statcan.ca>) devient le véhicule privilégié pour la diffusion des données et la transmission des produits.

Comme le montre le graphique ci-contre, l'utilisation du site Web de Statistique Canada a plus que doublé au cours des deux dernières années. D'avril 1999 à mars 2001, le nombre quotidien moyen de séances d'utilisation (c'est-à-dire de visiteurs entrant dans le site Web de Statistique Canada) est passé de 6 600 à 14 300. Depuis le lancement du site Web de Statistique Canada en mars 1995, sa fréquentation n'a cessé d'augmenter, pour dépasser les 3,7 millions de séances d'utilisation en 2000-2001.

Outre la croissance générale de l'utilisation d'Internet, l'augmentation de la fréquentation du site de l'organisme est attribuable aux éléments suivants :

- la visibilité de son information sur le Site du Canada;
- une augmentation constante du volume d'information disponible;
- l'annonce de l'URL dans des publications visant des publics clés et l'encouragement à inscrire le site dans son carnet d'adresses;
- l'inclusion de l'URL dans toutes les communications externes;
- l'inscription du site dans plus de 200 moteurs de recherche;
- la promotion du site auprès des établissements primaires, secondaires et postsecondaires par le Programme d'approche en éducation.

On s'attend à ce que la fréquentation du site continue à augmenter du fait de la participation active de l'organisme à l'initiative Gouvernement en direct, laquelle amènera la création de nombreuses autres passerelles vers les fonds du site.

Une étude effectuée en août 2000 afin d'établir le profil des visiteurs du site et d'évaluer leurs besoins en information et leur taux de réussite quant au dépistage de l'information révèle que 73 % des visiteurs ont trouvé en totalité ou en partie l'information qu'ils cherchaient sur le site Web de Statistique Canada. En outre, on a constaté que plus du tiers des visiteurs avaient accédé au site plus de six fois en six mois. Les visiteurs demeurent généralement très satisfaits du site, surtout les clientèles cibles comme les journalistes, les universitaires, les économistes et les spécialistes des sciences sociales. Seulement 11 % des visiteurs ont exprimé de l'insatisfaction par rapport au site, 72 % s'en disant « satisfaits » ou « très satisfaits ». Puisqu'il existe un lien très étroit entre le fait de réussir à trouver l'information, la fréquence d'utilisation, l'expérience de l'utilisateur et le degré de satisfaction, l'organisme continuera à investir pour améliorer les fonctions de recherche du site et fournir des outils qui en décrivent le contenu.

Statistique Canada a continué à se concentrer sur l'expansion et l'amélioration de son site Web en augmentant le contenu de ses deux modules les plus populaires : Le Canada en statistiques et Profil statistique des communautés canadiennes. De plus, les lignes directrices du Conseil du Trésor sur la normalisation des sites Internet ont été mises en œuvre pour offrir une présentation et un mode de navigation plus uniformes aux Canadiens qui fréquentent les sites gouvernementaux. Bien que l'organisme ne cesse de diversifier et d'élargir le contenu de son site pour répondre aux besoins des visiteurs, il en a également remanié en profondeur la page d'accueil au terme d'une recherche menée en 1999 et d'un test d'utilisation subséquent effectué au début de 2001. La nouvelle présentation de la page d'accueil permet de repérer plus facilement le contenu du site et d'y naviguer avec plus d'aisance. D'autres grandes améliorations ont aussi été apportées au contenu et à la fonctionnalité du site, dont le remaniement intégral de la section Ressources éducatives et la réorganisation du module Documents de recherche. Il existe maintenant des résumés pour tous ces documents, ce qui permet de chercher facilement des articles par mot clé.

Une importante étude de marché a également été menée pour nous fournir des renseignements sur les caractéristiques générales des visiteurs de notre site et leur satisfaction générale à son égard ainsi que pour obtenir leurs commentaires sur des aspects particuliers du site. Nous avons notamment découvert que la proportion des étudiants avait doublé parmi nos visiteurs en moins d'un an, passant de 20 % à 40 %.

Statistique Canada a ajouté un plus grand nombre de versions électroniques de ses publications traditionnelles à son site, sur lequel il offrira bientôt toutes ses publications régulières. En outre, on y a greffé une version remaniée de la publication mensuelle *Commerce de détail*. Cette version génère automatiquement tous ses tableaux à partir de l'information contenue dans le nouveau Système canadien d'information socioéconomique (CANSIM). L'organisme s'affaire à élaborer de nombreuses autres publications analogues, ce qui promet d'améliorer l'actualité des données, de réduire les erreurs et d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Les utilisateurs trouveront également beaucoup plus pratique d'accéder aux versions Web des publications; au lieu d'obtenir des images statiques des pages des publications, ils pourront générer des pages dynamiques contenant l'information dont ils ont besoin.

Gouvernement en direct

Par cette initiative clé, le gouvernement fédéral entend offrir tous ses services en ligne, ou sur Internet, aux Canadiens d'ici la fin de 2004.

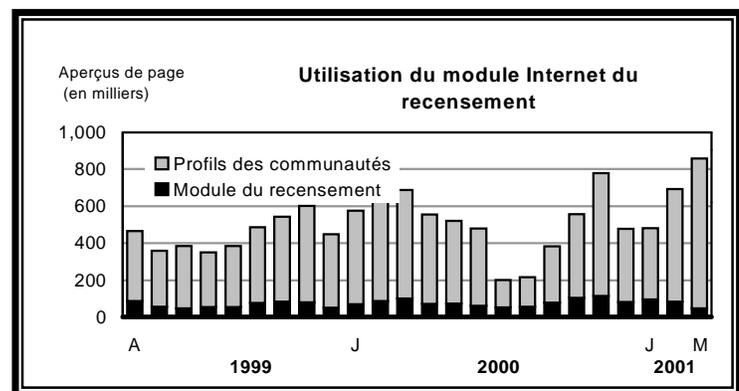
Statistique Canada a fait de grands progrès en ce qui a trait aux services de diffusion et de communication électroniques. Internet est devenu la voie de service privilégiée de nos clients et nous a permis de servir davantage d'utilisateurs d'information que cela n'était possible avec les médias traditionnels. Statistique Canada continuera à enrichir le contenu et les fonctions de son site Web en consultant de près les utilisateurs.

Statistique Canada jouera un rôle de premier plan dans l'élaboration de deux grappes de sujets électroniques sur le portail du gouvernement du Canada. L'un, appelé Statistiques et analyses des entreprises, sera accessible par la passerelle Entreprises canadiennes. L'autre, intitulé Économie, le sera par la passerelle Canadiens. L'organisme collaborera à cette fin avec plusieurs partenaires fédéraux dans le but d'offrir l'information de manière intégrée par le truchement d'un seul point de service. Puisque cette initiative est en cours de réalisation, elle échappe à la période de déclaration du présent rapport. Cependant, Statistique Canada fera pleinement le point sur la question dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de l'an prochain.

Accessibilité : Recensement de la population

De multiples activités de consultation ont eu lieu auprès d'un large éventail d'utilisateurs de données en 2000-2001. Ont participé à ces consultations des représentants de tous les ordres de gouvernement, des bibliothèques, du milieu universitaire, du secteur privé, des groupes d'intérêt spécial et des organisations non gouvernementales de même que les distributeurs autorisés des données de Statistique Canada. Ces consultations portaient sur des sujets

tels que le contenu des extraits, le mode de diffusion, les supports, les services fournis et les prix. Des modifications seront apportées à la famille des produits et services du Recensement de 2001 afin de donner suite aux préoccupations exprimées pour maximiser la satisfaction des utilisateurs et améliorer

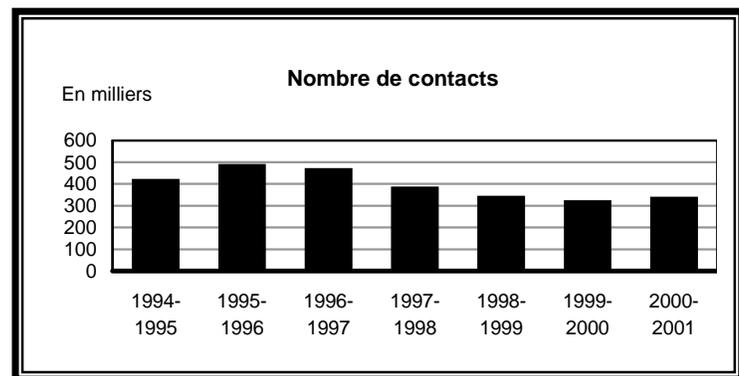


l'accessibilité des données du recensement. Toujours pour le Recensement de 2001, Internet sera le principal véhicule de diffusion des produits de données standard et des produits de référence. Nous ferons le point sur la question dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de l'an prochain. Cette stratégie nous permettra aussi d'offrir gratuitement au grand public une plus grande quantité d'information provenant du recensement. Nous avons étoffé le Profil des communautés de plus de 6 000 grandes villes, villes et villages du Canada que visitent près du quart des utilisateurs de notre site Web, afin d'y inclure des statistiques sur la santé. Des CD-ROM semblables à ceux disponibles pour le Recensement de 1996 seront offerts sur demande aux utilisateurs qui préfèrent ce support.

De plus, nous mettons actuellement au point une nouvelle capacité Internet de recherche, de navigation et d'indexation pour les données du recensement. Cela permettra d'effectuer des recherches par thème, région géographique, variable, etc., et d'emprunter des liens vers des tableaux de données sur Internet.

Accessibilité : contacts des clients avec les bureaux régionaux

Statistique Canada répond gratuitement aux demandes courantes de renseignements. Des données et des conseils sur la façon d'accéder aux renseignements statistiques et de les utiliser sont fournis aux demandeurs. Pour les demandes plus complexes, les bureaux régionaux offrent, contre recouvrement des coûts, des services consultatifs aux clients. La demande pour ces services personnalisés continue d'augmenter.



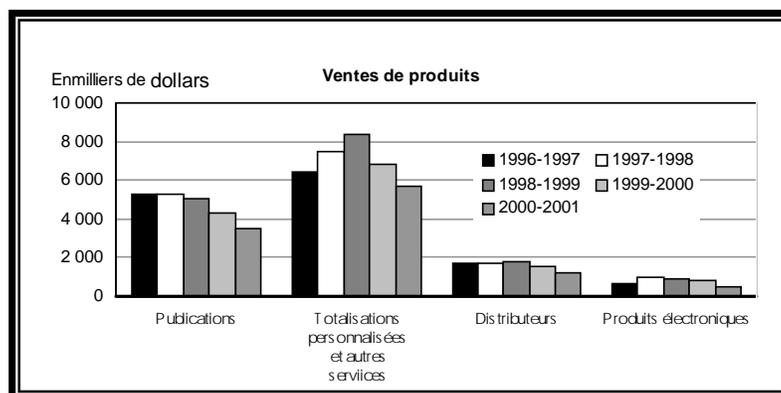
Les personnes qui visitent les centres de consultation de l'organisme peuvent y consulter gratuitement les publications de Statistique Canada. Un service de renseignements sans frais et des services de messagerie électronique servent à répondre aux questions souvent posées pour que les Canadiens qui ne sont pas près d'un bureau régional jouissent d'un accès égal à l'information. (Veuillez consulter la section V du présent rapport pour obtenir les coordonnées des bureaux régionaux.)

En 2000-2001, plus de 336 000 personnes ont envoyé des demandes de renseignements aux Services conseils. L'augmentation par rapport à l'année précédente témoigne de l'utilisation accrue d'Internet comme outil de communication et comme moyen de répondre aux besoins en information. Le volume et la complexité des demandes de renseignements publiques auxquelles répondent les Services conseils ne cessent d'augmenter avec le volume et la complexité des données offertes sur le site Web de Statistique Canada. De plus en plus, les agents des renseignements reçoivent des demandes de recherche non seulement par l'entremise du numéro 1 800, mais également par courriel et télécopieur. À titre d'exemple, le nombre de demandes de renseignements reçues par courriel s'est fortement accru par rapport aux trois dernières années, passant d'environ 9 000 en 1997-1998 à plus de 31 000 en 2000-2001.

Accessibilité : ventes

Les commentaires des clients et les études de marché ont permis d'observer que les clients affichent une nette préférence pour les « solutions d'information personnalisées » — souvent de l'information de plusieurs sources accompagnée d'une analyse répondant à leurs besoins particuliers — et une préférence croissante pour l'accès par

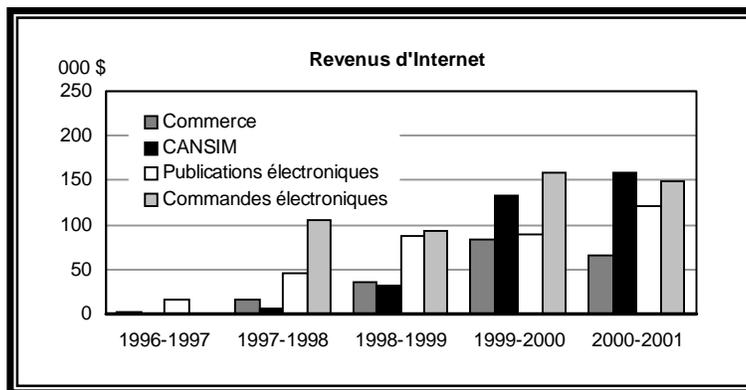
Internet. Les études indiquent aussi que presque tous les clients payants de Statistique Canada ont accès à Internet. Réagissant à ces tendances, Statistique Canada a lancé dans les bureaux de ses Services conseils partout au Canada un Programme des analystes-conseils qui fournit des rapports personnalisés et des services de consultation intégrés. De plus, bon nombre des publications s'adressant à de petits groupes de clients ont été converties en publications électroniques offertes sur le site Web de l'organisme, les versions imprimées étant offertes sur demande. Cela en a élargi l'accessibilité et accru l'utilisation. En outre, les publications plus en vue de l'organisme ont été réorganisées pour en faciliter l'accès sur le site Web. Les clients accordent beaucoup d'importance à l'actualité de l'information et à l'instantanéité du service. Ils achètent maintenant l'information au moment où ils en ont besoin, se prévalant pour cela de ces nouveaux services en ligne.



Le contenu entier de CANSIM a été converti, et de la nouvelle documentation a été ajoutée afin de produire une version plus fonctionnelle, soit CANSIM II. Par conséquent, l'organisme est en voie de produire une base de données électronique exhaustive renfermant toutes les données pouvant être diffusées de plus de 800 000 séries chronologiques. Le nouveau système a atteint tous les objectifs et a comblé toutes les attentes; il a été installé et mis en application sur le site intranet de Statistique Canada en avril 2000. Le public pourra accéder à la version externe sur Internet au cours de l'année à venir.

Les ventes électroniques sur Internet comprennent les recettes provenant de la vente des publications électroniques CANSIM, des données sur le commerce et d'autres produits courants commandés par Internet. Bien que ces ventes ne représentent que 4,5 % de l'ensemble des ventes, elles ont doublé depuis 1998-1999 et l'on s'attend à ce qu'elles se multiplient avec l'introduction du nouveau service CANSIM II de Statistique Canada et l'intensification du commerce électronique en général.

Les ventes globales diminuent depuis deux ans, après trois années de hausse constante. Si la baisse découle en partie de l'offre accrue d'information gratuite sur Internet, elle tient surtout au fait que la période de diffusion du Recensement de 1996 tire à sa fin.



E-STAT, la base de données conçue pour le milieu de l'éducation dans laquelle l'organisme conserve les données du recensement et de CANSIM, est une

exception notable aux recettes de ventes. Dans un effort conscient pour accroître l'utilisation de ce produit dans les écoles canadiennes, Statistique Canada en offre maintenant gratuitement l'accès à tous les établissements d'enseignement du pays. Plus de 6 000 écoles canadiennes se sont abonnées à E-STAT; cela représente une augmentation de 650 % depuis l'élimination des frais en septembre 2000.

Accessibilité : partenariats

L'accès aux produits et services de Statistique Canada est également facilité grâce aux partenariats avec diverses organisations des secteurs privé et public.

Partenaires du secteur privé

Depuis 1981, un groupe de distributeurs secondaires du secteur privé, dont le nombre s'élève maintenant à plus de 40, sont titulaires d'une licence pour réorganiser et revendre les données (surtout les fichiers de CANSIM, du recensement et de la géographie). Ces entreprises fournissent en général une valeur ajoutée que Statistique Canada n'offre pas pour combler les besoins particuliers des consommateurs et des spécialistes des marchés interentreprises.

Pour le cycle du Recensement de 1996, l'organisme a adopté de nouvelles modalités d'octroi des licences, sur la base des recherches effectuées de concert avec les intervenants du secteur croissant de l'information au Canada, secteur qui est en expansion. Les résultats clés montrent que les petites entreprises veulent un accès plus facile à Statistique Canada. Depuis l'étape de la diffusion du Recensement de 1996, il existe de nouvelles modalités qui ont été bien acceptées et qui ont permis aux entreprises qui offraient des services de recherche et d'analyse à valeur ajoutée de répondre aux besoins spécialisés d'information de segments de marché étroits.

Les nouvelles technologies et pratiques des industries ont toutefois rendu, au fil du temps, ces conditions moins pertinentes. En conséquence, on élabore de nouvelles modalités d'octroi des licences. Ces modalités seront fondées sur l'expérience acquise au moment du dernier cycle du recensement ainsi que sur l'information recueillie lors de vastes consultations auprès de partenaires.

En outre, le contenu élargi et les nouveaux prix de détail de CANSIM II signifient que les nouvelles modalités de contrat seront élaborées pour nos partenaires-distributeurs de CANSIM afin de s'assurer

les services de cet important canal de distribution. On s'attend à ce que ces nouveaux contrats soient en vigueur au début de 2002.

Partenaires du secteur public

Statistique Canada entretient des partenariats actifs avec les provinces et les territoires, y compris avec le Nunavut depuis 1999-2000.

Un consortium d'administrations provinciales et municipales travaille en partenariat avec Statistique Canada au codage de la variable du milieu de travail aux niveaux géographiques inframunicipaux. Cela permet la production de données à l'appui des planificateurs des politiques de transport et de développement urbain.

Il convient de souligner particulièrement les initiatives spéciales qui ont été prises dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice et des statistiques économiques provinciales.

Santé : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des provinces et du secteur privé ainsi que le statisticien en chef.

Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, qui se compose de sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes en matière de justice ainsi que du statisticien en chef, fait des recommandations à ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Statistiques économiques provinciales : Le but du PASEP est de rehausser la qualité des statistiques économiques provinciales du Canada en produisant chaque année des comptes d'entrées-sorties provinciaux et territoriaux et des comptes économiques provinciaux qui seraient utilisés par les ministères des Finances des administrations fédérale et provinciales afin de calculer la répartition des recettes totales. À cette fin, Statistique Canada doit souvent communiquer avec les ministères des Finances des administrations provinciales.

Il existe au sein de chaque gouvernement provincial et territorial un coordonnateur statistique à qui l'organisme fournit toute une gamme de produits d'information pour répondre aux besoins en information statistique des administrations provinciales et territoriales concernées. Les partenariats avec le secteur public prendront de l'importance, étant donné qu'un nombre croissant de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux fournissent des renseignements à leurs groupes d'intérêts au moyen d'Internet. L'organisme continue aussi à participer à de nombreux prototypes de projets Gouvernement en direct du gouvernement fédéral (Export Source et Investir au Canada), et ses données sont accessibles par l'entremise de trois passerelles du Site du Canada et de la plupart des grappes électroniques introduites en 2000-2001. Statistique Canada joue le rôle de chef de file pour ce qui est des grappes électroniques Statistiques et analyses des entreprises et Économie de l'initiative Gouvernement

en direct. De plus, l'organisme coordonnera la fourniture de renseignements et la prestation de services à l'aide d'un certain nombre de partenaires fédéraux par l'entremise de ces points de service.

Statistique Canada et Élections Canada assurent le maintien et l'expansion d'un réseau routier national numérique dans le cadre d'une collaboration étroite et d'un partenariat intensif. On voit déjà dans le réseau un modèle et une base qu'il serait possible d'appliquer à plus grande échelle pour construire l'Infrastructure canadienne de données géospatiales, qui fait partie de l'initiative GéoConnexions (étude de KPMG) financée par le gouvernement fédéral. La Base nationale de données géographiques (BNDG) est une infrastructure commune dont les deux organisations assurent le soutien et qui permet d'apporter au réseau routier numérique beaucoup plus de mises à jour que ne pourrait le faire séparément l'une ou l'autre partie et qui limite le déploiement d'efforts en double. L'an dernier, des fichiers de données de sources diverses — dont les provinces, les municipalités et le secteur privé — ont été utilisés pour mettre à jour la BNDG. Ces mises à jour ont permis de produire, en vue du Recensement de 2001, des cartes de collecte plus actuelles des collectivités en pleine expansion que celles générées dans le passé.

En outre, le réseau routier numérique assure une couverture nationale complète d'îlots (pâtés de maisons dans les régions urbaines et entités analogues circonscrites par des caractéristiques stables telles que les chemins dans les régions rurales) très stables au fil du temps.

Le Programme des services de dépôt (PSD) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est un autre partenariat important permettant de diffuser l'information sans frais à tous les Canadiens. Le PSD a pour objectif d'offrir l'accès à l'information fédérale par l'entremise de bibliothèques de dépôt situées partout au Canada. La transition continue des produits imprimés à des fichiers électroniques mis à la disposition du public sur Internet a fait en sorte que les publications de l'organisme sont offertes à un plus grand nombre de bibliothèques et, par conséquent, qu'elles sont accessibles sans frais à un plus grand nombre de Canadiens.

Partenaires de l'éducation

Dans le cadre de son Programme d'approche en éducation, Statistique Canada a mis l'accent, au cours de la dernière année, sur l'établissement de partenariats solides avec les écoles et les éditeurs de matériel didactique du Canada. L'organisme a investi dans ce secteur afin d'améliorer les connaissances statistiques des élèves et d'élargir l'utilisation à long terme de son information. L'utilisation accrue du site Web de l'organisme par les élèves peut être liée au travail des analystes-conseils de l'éducation dans les bureaux régionaux; aux partenariats avec les réseaux éducatifs provinciaux; aux associations et organisations qui soutiennent le milieu canadien de l'éducation; aux commissions scolaires; au programme RESCOL; aux facultés d'éducation qui assurent la formation des nouveaux enseignants.

De plus, Statistique Canada s'assure le concours de ses propres employés en tant que partenaires, dans le cadre du Programme d'aide en classe, en les encourageant à partager leurs connaissances des mathématiques et des technologies afin de soutenir les enseignants et d'aider les enfants. On a beaucoup applaudi Statistique Canada pour les efforts déployés par ses employés. Entre autres, l'organisme s'est vu décerner l'un des Prix nationaux de reconnaissance des partenariats en enseignement 2001.

Partenariat avec le milieu universitaire

L'Initiative de démocratisation des données (IDD) a vu le jour à la suite des demandes de chercheurs canadiens pour leur faciliter l'accès aux fichiers de données électroniques de Statistique Canada aux fins de la recherche et de l'enseignement dans les universités. L'IDD a été lancée en 1996 en tant que projet pilote d'une durée de cinq ans. À peu près toutes les universités et de nombreux collèges au Canada participent au projet. Le soutien accordé à l'IDD et la participation à celle-ci par les divisions qui produisent des données à Statistique Canada sont demeurés élevés. Au fil des ans, les établissements d'enseignement qui ont participé avaient fermement manifesté leur désir que l'IDD devienne une initiative permanente, ce qui s'est produit en janvier 2001. D'autres suggestions pour mettre l'IDD en valeur sont intégrées à un plan d'action, par exemple une documentation améliorée des fichiers de données en vue d'élargir la recherche et l'accès. L'IDD est une initiative clé de l'autoroute de l'information au Canada et a permis la création d'un réseau d'apprentissage pour les utilisateurs de données et les experts partout au pays. À plus long terme, on s'attend à ce que cela entraîne une plus grande utilisation des données canadiennes pour les recherches universitaires et stratégiques, dans les universités au Canada, ainsi qu'une utilisation accrue des données canadiennes par les diplômés au moment de leur entrée sur le marché du travail.

Centres de données de recherche

En janvier 1999, un groupe de travail mixte créé par Statistique Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) a recommandé l'établissement d'un système de recherche intégré en statistique sociale. L'une des recommandations formulée par le groupe de travail consistait en la création d'un système de centres de données de recherche partout au pays, centres où les chercheurs pourraient avoir accès à des microdonnées complexes, mais où la confidentialité de l'information pourrait être assurée conformément aux dispositions de la *Loi sur la statistique*.

Au cours de l'été 2000, six universités (Dalhousie, Montréal, Toronto, Waterloo, Calgary et Colombie-Britannique) ont reçu des fonds de la Fondation canadienne pour l'innovation afin de mettre en place l'infrastructure pour leurs centres de recherche. Trois autres universités (Nouveau-Brunswick, McMaster et Alberta) contribuent différemment au financement des centres. Statistique Canada coordonne le fonctionnement général des centres et le CRSH fournira un soutien partiel quant aux coûts d'exploitation permanents des centres. En décembre 2000, on a ouvert les portes du premier centre à l'Université McMaster. On s'attend à ouvrir les autres centres durant l'année financière 2001-2002.

Le groupe de travail a émis une seconde recommandation. Il s'agit de renforcer et d'élaborer davantage des programmes de formation sur l'utilisation des données d'enquête. À cette fin, Statistique Canada et le CRSH ont commandité conjointement un programme pilote pour mettre sur pied des cours d'été afin de former les chercheurs sur les nouvelles méthodes d'analyse de données quantitatives. Trois universités ont offert des séances de formation au cours de l'été 2000 et quatre séances auront lieu durant l'été 2001.

Accessibilité : satisfaction des clients

En tant qu'organisme de services, Statistique Canada est conscient que son efficacité dépend fortement de sa capacité de satisfaire les besoins des utilisateurs. Tel qu'il est illustré ci-après, un certain nombre de mesures ont été mises en place afin de permettre à l'organisme d'améliorer la prestation de ses services et d'en surveiller l'évolution de manière continue.

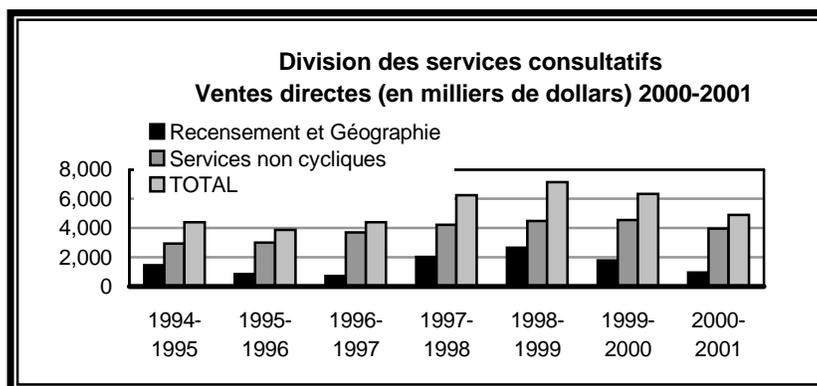
Service et normes de service

Depuis 1993, des services d'analystes-conseils sont en place dans chacun des bureaux régionaux de Statistique Canada. Le léger repli des activités commerciales en 1999-2000 est attribuable à l'affaiblissement de la demande pour les productions du Recensement de 1996.

Un service d'assistance au client est offert aux utilisateurs de tous les produits électroniques de Statistique Canada, dont les services commerciaux par Internet. Ce service, qui teste aussi les produits du point de vue de l'utilisateur avant de les mettre sur le marché, fait connaître les réactions aux concepteurs afin d'assurer l'amélioration continue des produits.

Améliorations apportées au service

Statistique Canada met en œuvre une stratégie afin de fournir un meilleur soutien aux centres de services aux clients. Cette stratégie permettra d'augmenter sa capacité à répondre, en temps opportun, aux besoins personnalisés des clients en matière d'information, à établir et gérer les relations avec eux et à élaborer et présenter des séances d'information pour eux.



Pour appuyer les améliorations apportées au service, on a créé une base de données des clients. Les renseignements sur les clients sont fréquemment utilisés par les secteurs de programmes et les secteurs de services à la clientèle pour mieux comprendre leurs groupes d'utilisateurs. Ces renseignements servent également à annoncer l'arrivée de nouveaux produits et à effectuer des études de marché. Compte tenu des préoccupations croissantes exprimées par les consommateurs au sujet du traitement des renseignements personnels fournis pour la conclusion de transactions commerciales, Statistique Canada a créé une Politique en matière de renseignements sur les clients, qui repose sur les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Chaque fois qu'on demande à un client de fournir des

renseignements personnels pour conclure une transaction, y compris sur Internet, on lui indique comment les données seront utilisées et protégées. Les clients peuvent alors demander à ce qu'on ne communique pas avec eux pour des activités de promotion ou de recherche.

Formation axée sur la clientèle

Dans le cadre d'une autre initiative lancée pour promouvoir l'excellence du service à la clientèle de l'organisme, une série d'ateliers axés sur la clientèle a été élaborée et offerte par la Division du marketing en tant que partie intégrante des programmes de formation offerts par Statistique Canada à ses employés. Parmi les sujets abordés, mentionnons : le service à la clientèle, qui consiste en un atelier destiné au personnel de première ligne; la gestion dans un service public axé sur la clientèle, lequel est destiné aux gestionnaires ayant des responsabilités à l'égard du service à la clientèle. Ces ateliers font ressortir l'importance de la mise en place de mécanismes pour obtenir les commentaires des clients par rapport à la prestation des services. Un atelier portant sur la mesure de la satisfaction de la clientèle aide les secteurs de programmes dans la préparation de leurs rapports de programme réguliers pour établir des modèles en matière de satisfaction de la clientèle et établir quels sont les aspects du service qui pourraient nécessiter des améliorations. Étant donné l'importance d'Internet comme outil principal de diffusion de l'organisme, on a également préparé, à l'intention des divisions auteures, un atelier intitulé Rédaction pour le Web afin d'assurer la convivialité du contenu du site Internet. Jusqu'à présent, plus de 1 300 employés ont participé à ce programme de formation, qui a grandement contribué à la mise en place d'une approche solide axée sur la clientèle dans tout l'organisme.

En plus d'encourager l'étude sur les besoins des clients, l'organisme a précisé que tous les programmes offrant des produits ou des services incluent les résultats d'enquêtes portant sur la satisfaction de la clientèle, dans le cadre de leurs examens quadriennaux des programmes. Ces rapports sont examinés par la haute direction dans un souci de maximiser la pertinence des programmes de l'organisme pour les partenaires.

Possibilité d'interprétation des données

On entend par **possibilité d'interprétation** la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent comprendre, utiliser et analyser correctement l'information. Elle couvre la disponibilité des métadonnées (ou l'information relative aux données), particulièrement les descriptions des concepts sous-jacents et les définitions utilisées, la méthodologie utilisée dans le dépouillement des données ainsi que l'exactitude des données (comme il est décrit précédemment).

Possibilité d'interprétation : disponibilité des descripteurs de qualité et des notes techniques

La Politique visant à informer les utilisateurs sur la qualité des données et la méthodologie de Statistique Canada exige la fourniture des concepts, des variables et des classifications sous-jacents utilisés, ainsi que des descripteurs des méthodes utilisées dans le dépouillement des données et des descripteurs de l'exactitude des données pour l'ensemble de ses produits. En 2000-2001, Statistique Canada a mis à jour cette politique et, au cours de la prochaine année, évaluera la conformité à l'égard de ses produits.

Statistique Canada poursuit le développement d'une base de métadonnées intégrées (BMDI) afin de faciliter l'utilisation de son information statistique. L'organisme souhaite ainsi offrir un dépôt central de méta-informations sur ses programmes statistiques. Cette base, qui a été mise en œuvre en novembre 2000, remplacera de nombreux dépôts qu'utilise actuellement l'organisme à des fins diverses. La BMDI fournit aux utilisateurs de l'information sur chacun des 400 programmes d'enquête actifs de Statistique Canada, y compris de l'information sur plusieurs aspects des méthodes d'enquête tels que l'échantillonnage, les méthodes de collecte et de saisie, les procédures de détection des erreurs et les méthodes d'imputation. On y trouve également une description des procédures d'évaluation de la qualité qui renferme des liens menant à divers rapports et études sur les sources d'erreur et d'autres aspects de la qualité des données. La BMDI est liée à CANSIM II et est accessible à partir du site Web de l'organisme de façon à ce que les utilisateurs qui accèdent aux données par voie électronique aient directement accès à cette information. Durant la prochaine phase, la base de métadonnées sera élargie afin d'inclure, pour chaque enquête, les définitions des concepts et des variables individuelles mesurées ainsi que leur classification.

Certaines initiatives de Statistique Canada en matière d'éducation visent également à améliorer la possibilité d'interprétation. Les données et la gestion de ces initiatives sont des éléments clés du curriculum de la nouvelle économie des écoles canadiennes. Dès les premières années, les élèves sont tenus de mener des enquêtes de même que de dépouiller, d'afficher et d'interpréter de l'information. Les enseignants se tournent vers Statistique Canada pour solliciter son aide comme expert dans ce domaine. Reconnaissant le besoin du milieu de l'éducation et pour le soutenir, Statistique Canada a mis au point un nouvel outil en ligne disponible dans le module Ressources éducatives de son site Web. *Statistiques : le pouvoir des données!* fait un survol complet des enquêtes au moyen de modules et comprend des applications pertinentes et pratiques illustrant la façon d'interpréter les données.

Cohérence de l'information

On entend par **cohérence** le degré selon lequel les données ou l'information tirées de divers programmes sont compatibles et peuvent être analysées ensemble. La cohérence est meilleure s'il existe des cadres conceptuels, des définitions, des classifications et des méthodes de collecte et de traitement qui sont communs, ou du moins compatibles, dans l'ensemble des programmes.

Statistique Canada vise à s'assurer que les données qu'il produit présentent un tableau uniforme et cohérent de l'économie, de la société et de l'environnement au Canada, et que ces divers ensembles de données puissent être analysés ensemble et parallèlement aux données d'autres sources.

À cette fin, Statistique Canada s'est fixé trois objectifs stratégiques :

1. l'utilisation de cadres conceptuels, tels que le Système de comptabilité nationale, comme base pour le regroupement des données statistiques sur certains secteurs ou aspects de la conjoncture canadienne;
2. l'utilisation de définitions uniformes pour les concepts, les variables et les classifications utilisés, ainsi que pour les populations et les unités statistiques auxquelles elles s'appliquent;
3. l'utilisation de méthodes de collecte et de traitement uniformes pour la production des données statistiques pour l'ensemble des enquêtes.

En ce qui a trait au premier objectif stratégique, à savoir les cadres conceptuels, l'organisme a joué un rôle essentiel quant au Carnet de route de l'information sur la santé. Le Carnet de route sert à déterminer quels sont les projets et les activités prioritaires en vue d'améliorer l'information sur la santé sur une période de quatre ans.

Le Carnet de route vise à fournir des réponses à deux questions de base : quel est l'état de santé des Canadiens et comment se porte le système de soins de santé au Canada? De concert avec ses partenaires, à savoir l'Institut canadien d'information sur la santé et Santé Canada, l'organisme a intégré près de 40 projets dans un cadre stratégique doté des composantes suivantes : information sur la santé, recherche et analyse, cadre d'indicateurs de la santé, normes, archives de données et infrastructure. En outre, les communications, la consultation, la diffusion ainsi que la protection des renseignements personnels, la confidentialité et la sécurité sont considérées comme des fondements essentiels du cadre stratégique.

En ce qui concerne le second objectif stratégique, soit l'utilisation de définitions uniformes, Statistique Canada a mis en œuvre la Politique sur les normes, dans le cadre de laquelle des normes ont été adoptées pour couvrir une vaste gamme de concepts, de variables et d'unités statistiques utilisés dans les statistiques sociales et économiques. En 2000-2001, on a adopté des normes pour la classification des secteurs économiques dans le Système de comptabilité nationale du Canada, y compris une définition du secteur public.

À l'échelle internationale, les efforts se poursuivent en vue de la mise en œuvre conjointe avec les États-Unis et le Mexique du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). En mars 2001, 74 des 80 — ou 93 % — programmes statistiques avaient été convertis au SCIAN. La première phase du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord a pris fin. Au cours de cette phase, nous avons défini les produits de quatre secteurs du SCIAN (information, finance, services professionnels, scientifiques et techniques, et services administratifs et de soutien). L'organisme a réussi à dresser une liste exhaustive des produits pour ces industries, ce qui confirme qu'il est possible d'établir une classification commune complète des produits de service. Enfin, en vertu d'une entente conclue l'an dernier, un groupe de travail formé de représentants des organismes statistiques compétents a évalué la faisabilité d'une convergence entre le SCIAN et la classification européenne des industries. Un rapport complet sur l'initiative sera distribué pour examen au cours de la prochaine année et sera déposé devant la Commission de statistique des Nations Unies en mars 2002.

Afin d'atteindre le troisième objectif stratégique énoncé précédemment, Statistique Canada a remanié en profondeur ses programmes de la statistique des entreprises, adoptant des méthodes et des opérations d'enquête uniformes pour l'ensemble de ses enquêtes. Le Programme unifié des statistiques sur les entreprises (PUSE) a permis d'améliorer l'uniformité des données grâce à l'utilisation de concepts, de termes et de normes communs dans l'ensemble du programme des statistiques économiques. Une

méthode d'enquête intégrée comportant des unités statistiques à définition constante est utilisée d'un secteur à l'autre. La cohérence des données s'est accrue puisque le PUSE est axé sur l'entreprise, rassemblant en un cadre cohérent des données sur des parties de l'entreprise. Des outils d'analyse de la cohérence et le recours à des questionnaires des répondants clés (gestion par portefeuille) pour les très grandes entreprises permet de parer d'éventuelles incohérences dans les données internes dans le cas des entreprises complexes.

Le PUSE a également permis d'élargir la portée du programme des statistiques économiques. Nous mesurons mieux l'économie des entreprises puisque nous avons comblé les lacunes pour ce qui est de la couverture des secteurs d'activité. L'orientation sur l'entreprise du PUSE assure une couverture plus exhaustive, non dupliquée, des activités commerciales des entreprises complexes. Les enquêtes-entreprises, à la fois celles qui relèvent de l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) et les autres, utilisent aussi davantage le Registre des entreprises. L'utilisation d'un registre commun permet d'assurer une plus grande cohérence des enquêtes.

Enfin, on s'affaire à élargir le programme des statistiques économiques par rapport à la taille des échantillons et des éléments de données mesurées. On a augmenté la taille des échantillons de façon à mesurer plus également l'activité économique selon la province. Des éléments de données, comme la production de biens et le commerce interprovincial, sont inclus pour de nombreux secteurs de l'économie.

En date de mars 2000, 25 programmes d'enquête différents étaient passés à l'EUE, y compris plusieurs programmes importants tels que l'Enquête annuelle sur le commerce de gros. En 2001, la conversion de l'ensemble du programme de la statistique des entreprises devrait être terminée.

Utilisation de systèmes de classification

L'utilisation de divers systèmes de classification par les enquêtes garantit la rigueur et la cohérence entre ces dernières, leur permettant ainsi d'être cohérentes les unes avec les autres. Le tableau qui suit fait état de l'utilisation de divers systèmes de classification par chacune des enquêtes essentielles au mandat de Statistique Canada.

Tableau 6 : Utilisation de systèmes de classification type pour certaines grandes enquêtes essentielles

	Classification type des industries (CTI) de 1980	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)	Classification type des biens ou Système harmonisé	Classification type des professions	Classification géographique type
Certaines grandes enquêtes essentielles					
Enquête sur la population active ¹		✓	✘	✓	✓
Indice des prix à la consommation (IPC) ²		✘		✘	✓
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	✓	✓	✓	✘	✓
Commerce international	✘	✘	✓	✘	✓
Enquête mensuelle sur le commerce de gros et Enquête mensuelle sur le commerce de détail ³	✓	✓	✘	✘	✓
Produit intérieur brut mensuel et trimestriel	✓	✓	✓	✘	✘
Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures		✓	✘	✘	✓
Enquête financière trimestrielle		✓	✘	✘	✘
Indices des prix des produits industriels ⁴	✓	✓	✓	✘	✓

Note : Le symbole ✓ indique que la classification est utilisée et le symbole ✘, que la classification ne s'applique pas.

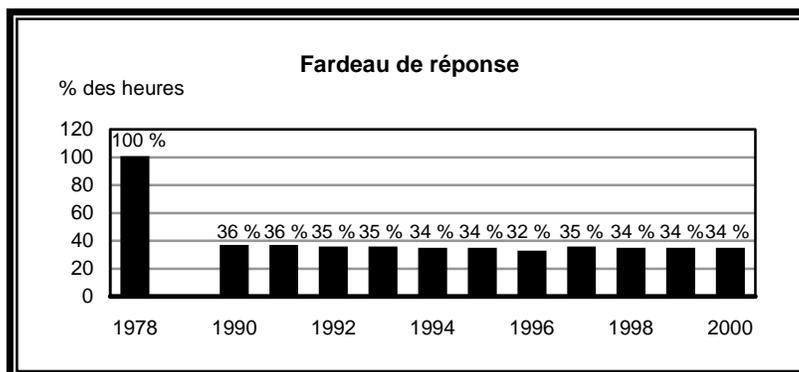
1. Convertie en 1998-1999 de la CTI de 1980 au SCIAN.
2. Étant donné la nature de l'enquête (établissement du prix du panier de provisions), l'IPC utilise son propre système de classification pour les produits.
3. Ces programmes utilisent des groupements d'activités basés sur la CTI de 1980 comme principale classification des industries.
4. La base des Indices des prix des produits industriels de 1992 utilise la CTI de 1980, alors que les données de septembre 2001 fondées sur l'année 1997 devant être diffusées en octobre 2001 utiliseront le SCIAN.

Infrastructure nationale de la connaissance statistique

Infrastructure de la connaissance : calcul du fardeau de réponse

Réduire et contrôler le fardeau de réponse demeurent de grandes priorités pour Statistique Canada, qui, par conséquent, travaille constamment à le minimiser tout en continuant à répondre aux besoins en information statistique essentielle des Canadiens.

Chaque année, l'organisme établit un indicateur du fardeau de réponse à partir de la fréquence de l'enquête, du nombre de répondants et du temps estimé requis en moyenne pour remplir le questionnaire. Sont exclus du calcul le recensement quinquennal de l'agriculture et d'autres enquêtes uniques.



En 2000, pour la troisième année, le fardeau de réponse n'a pas changé, demeurant, comme l'illustre le graphique ci-contre, à 34 % des niveaux de 1978.

La stabilité du fardeau de réponse découle de deux forces contraires. D'une part, le fardeau de réponse s'est accru avec le nombre de questionnaires touchant les entreprises à la suite de l'introduction de la nouvelle Enquête unifiée auprès des entreprises. D'autre part, l'organisme a utilisé des techniques d'échantillonnage plus efficaces, a supprimé un certain nombre de questions des enquêtes permanentes et a continué de mettre l'accent sur l'utilisation des données administratives et sur la mise en œuvre de la déclaration électronique des données. Ces initiatives ont aidé à contrôler le fardeau global imposé aux entreprises.

Infrastructure de la connaissance : utilisation de données administratives en remplacement des enquêtes

Grâce à l'utilisation accrue de dossiers administratifs au lieu d'enquêtes menées directement auprès des répondants, l'organisme a pu réduire considérablement le fardeau de réponse depuis quelques années.

À cet égard, l'organisme continue à collaborer étroitement avec l'Agence canadienne des douanes et du revenu (ACDR) pour exploiter, à des fins statistiques, les données de l'Index général des renseignements financiers provenant des sociétés canadiennes.

- La création d'un ensemble complet de données pour l'année de revenu 1999 a contribué à réduire le nombre de questions des enquêtes-entreprises.

- L'organisme a mis au point une norme pour un plan comptable. Ce plan permet de coupler les données administratives à des données statistiques sélectionnées et accroîtra directement la capacité de substituer des données administratives aux données d'enquête pour l'exploitation des entreprises.
- Statistique Canada, au même titre que l'ACDR, collabore avec le milieu de la comptabilité du Canada (et à l'échelle internationale) à une initiative pour créer une norme sur la « taxonomie » comptable au Canada. Cette initiative, visant à élaborer une hiérarchie et un vocabulaire communs de la comptabilité d'entreprise, offrira des moyens plus transparents et intégrés, grâce auxquels les entreprises pourront fournir au gouvernement des enquêtes en temps opportun et de grande qualité, ainsi que des renseignements fiscaux.
- Une modification à la *Loi de l'impôt sur le revenu*, annoncée dans le cadre du budget 2000, permet au statisticien en chef de partager, à des fins de recherche et d'analyse seulement, des données statistiques sur les opérations des entreprises (depuis 1997) avec les organismes statistiques provinciaux et territoriaux. Ce partage permettra aux organismes statistiques provinciaux d'alléger dans l'avenir le fardeau de réponse des enquêtes-entreprises.

Malgré les avantages que présente l'utilisation de dossiers administratifs, de sérieuses préoccupations face à la protection des renseignements personnels et contraintes en matière de confidentialité en limitent l'utilisation. Bien sûr, l'organisme ne produit que des estimations statistiques globales et conserve dans la plus stricte confidentialité, comme l'exige la *Loi sur la statistique*, le contenu des déclarations de revenus des particuliers et des questionnaires d'enquête individuels.

Infrastructure de la connaissance : autres moyens de déclaration et de collecte des données

En 2001-2001, Statistique Canada a continué de créer de nouvelles sources de données administratives et a agi de façon proactive en établissant des ententes afin de partager de tels renseignements et ainsi réduire le besoin de mener plus d'enquêtes. Certaines sources comme l'Index général des renseignements financiers (IGRF), le fichier de la taxe sur les produits et services (TPS) et le système de déduction de l'impôt sur les salaires ont été désignées, analysées et seront intégrées dans le système statistique. Ces sources sont compatibles avec les enquêtes de Statistique Canada et elles peuvent être utilisées pour compléter les données d'enquête et permettre à l'organisme de mieux comprendre la structure socioéconomique de la société canadienne. Au cours des prochaines années, Statistique Canada continuera de relever d'autres sources administratives pour combler ses besoins en information.

Regroupement des opérations d'enquête

En 2000-2001, Statistique Canada a entrepris un certain nombre d'initiatives pour regrouper la collecte des données d'enquêtes-ménages et d'enquêtes-entreprises dans les régions. Il comptait tirer un certain nombre d'avantages de ce regroupement, par exemple :

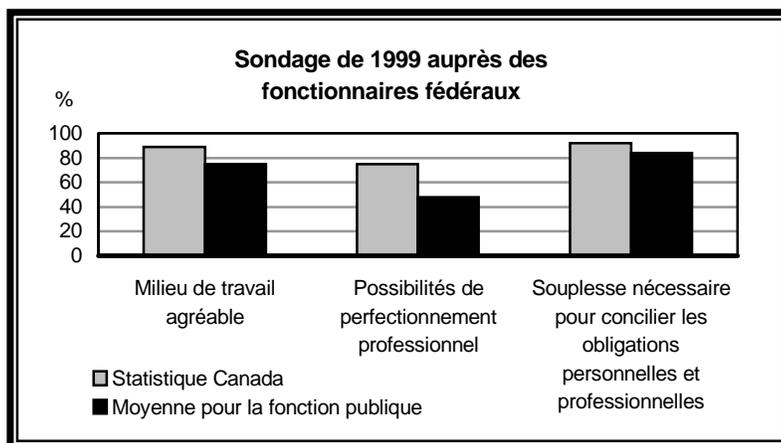
- accroître l'utilisation des interviews téléphoniques assistées par ordinateur dans les bureaux régionaux et maximiser la capacité sur le terrain;
- permettre de déplacer le travail ailleurs en cas d'urgence;
- améliorer la capacité de contrôler la qualité des données;
- rationaliser les enquêtes-entreprises pour faciliter la déclaration des entreprises.

Gouvernement en direct

Comme d'autres organismes statistiques de la planète, Statistique Canada s'efforce d'offrir aux répondants l'option de remplir les questionnaires au moyen d'Internet. À cette fin, l'organisme investit des ressources importantes afin d'effectuer des recherches et des expériences pour apprendre à fournir cette option aux répondants des entreprises et des ménages. Les essais pour les enquêtes du PASEP et les enquêtes sur les fournisseurs de services Internet ainsi que celles sur les services informatiques continuent à nous fournir l'information nécessaire pour une stratégie de développement. La transmission électronique fera également l'objet de tests pour les ménages dans le cadre du Recensement de 2001.

Infrastructure de la connaissance : sondage auprès des employés

Statistique Canada a obtenu des résultats très positifs dans le cadre du Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux. Ses résultats ont généralement été supérieurs à ceux de la moyenne de la fonction publique. En fait, ils figuraient parmi les meilleurs de la fonction publique dans les domaines suivants : milieu de travail agréable (89 % pour Statistique Canada par rapport à 75 % en moyenne pour la fonction publique); souplesse nécessaire pour concilier les obligations personnelles et professionnelles (92 % par rapport à 84 %); possibilités de perfectionnement professionnel (75 % par rapport à 48 %).



Même si Statistique Canada a obtenu des résultats nettement supérieurs à la moyenne des résultats obtenus dans la fonction publique, lors du Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux, l'organisme reconnaît qu'il pourrait faire encore mieux dans certains domaines. Les résultats de Statistique Canada sont nettement meilleurs que ceux de l'ensemble de la fonction publique pour ce qui est du harcèlement (9 % par rapport à 20 % pour l'ensemble de la fonction publique) et de la discrimination (11 % par rapport à 18 %). On constate également que les employés sont d'avis que leur travail à Statistique Canada est très important (95 %). L'organisme a entrepris le travail ci-après en 2000-2001 afin d'améliorer les conditions dans le milieu de travail de ses employés.

Perfectionnement professionnel — articulation des parcours de carrière

Selon le sondage de 1999, 75 % des employés de Statistique Canada estiment que l'organisme les appuie dans leur perfectionnement professionnel. (La moyenne de la fonction publique est de 48 %.) Pour mettre encore davantage l'accent sur le perfectionnement professionnel, l'organisme a entrepris de fournir aux employés des conseils assez explicites quant aux compétences et aux connaissances attendues d'eux à chaque niveau des groupes professionnels. En effet, l'organisme peut maintenant offrir un « coffre d'outils » pour le perfectionnement professionnel. Les outils en question décrivent les méthodes de sélection pour chaque niveau du parcours de carrière donné et précisent les compétences, les connaissances, les aptitudes et l'expérience attendues à chacun de ces niveaux, de même que la formation et la rotation traditionnellement utilisées pour bâtir et renforcer ces compétences. Les différents documents relatifs au perfectionnement professionnel sont des aides conçues à l'intention des employés, des mentors et des superviseurs. Le premier volet, le perfectionnement professionnel des ES, est maintenant disponible en version électronique sur le Réseau de communications internes (RCI) de l'organisme.

L'exercice d'articulation des parcours de carrière renforce la capacité de l'organisme de transférer les connaissances tout en encourageant le maintien des effectifs. En présentant les options d'avancement professionnel, l'organisme fait activement la promotion du concept de carrière à Statistique Canada. Les outils de perfectionnement professionnel font valoir l'importance, pour une carrière à long terme, de se familiariser à fond avec un domaine et d'acquérir de l'expérience organisationnelle. Ils mettent en relief le besoin absolu de spécialistes pour l'organisme, bien qu'en nombre beaucoup moins grand que le nombre de généralistes.

Bien-être en milieu de travail

Une autre question soulevée par le sondage de 1999 est la charge de travail. Lors du Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux, seulement 58 % des employés de Statistique Canada ont dit trouver leur charge de travail raisonnable. Conscient du fait que l'expansion entreprise pour répondre aux demandes de services avait fait grimper ses taux d'embauche et d'avancement et provoqué d'importants mouvements au sein de son personnel, l'organisme n'était pas non plus sans savoir que la demande d'employés expérimentés avait augmenté. En guise de suivi au sondage, une équipe de gestionnaires a fait une étude approfondie des pratiques innovatrices et présenté des recommandations qui ont conduit à la désignation d'un champion du mieux-être et à la création du Comité sur le mieux-être au travail. Ce comité s'est vu confier le mandat de surveiller le bien-être des employés à Statistique Canada et de déterminer les mesures à prendre quant aux priorités liées aux facteurs de la charge de travail et du stress ainsi que des facteurs environnementaux. Plusieurs nouveaux projets sont maintenant en cours : la promulgation de pratiques exemplaires, la gestion de la charge de travail, la santé et la condition physique, ainsi que les communications.

Prévention du harcèlement

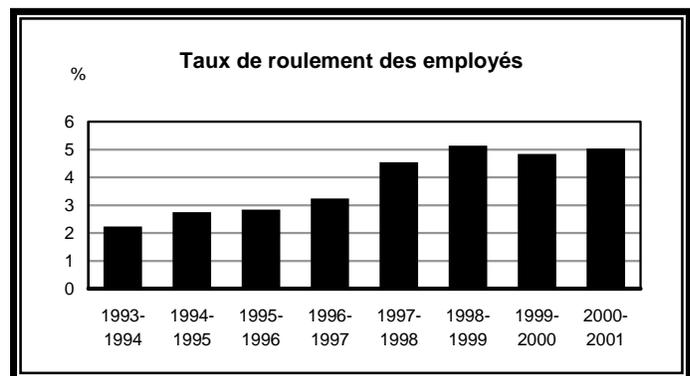
Il existe un programme de prévention du harcèlement depuis plus de 20 ans à Statistique Canada. Le Sondage de 1999 auprès des fonctionnaires fédéraux, selon lequel l'organisme obtient des résultats beaucoup plus positifs dans ce domaine que l'ensemble de la fonction publique, en a illustré l'efficacité. Pour Statistique Canada, un cas de harcèlement est déjà un cas de trop. L'organisme s'est donc attelé à la tâche de renforcer encore plus son programme de prévention du harcèlement. Les modifications apportées au programme actuel lui conservent bon nombre de ses aspects tout en l'améliorant pour mieux appuyer les agents de prévention du harcèlement dans leur rôle.

Infrastructure de la connaissance : taux de roulement des employés

Même si ses taux d'attrition globaux demeurent assez constants, l'organisme mesure régulièrement les taux de maintien de ses effectifs et utilise des modèles de microsimulation ainsi que la tenue de groupes de discussion afin de déceler rapidement les tendances et d'agir pour résoudre les problèmes. Reconnaissant que les taux de roulement augmenteront au cours de la prochaine période alors que la vague prévue de départs à la retraite d'employés de la génération du baby-boom commencera à déferler, alors qu'ils auront pris de l'âge, Statistique Canada a mis en œuvre plusieurs nouvelles initiatives afin de faire face à ces pertes.

Division du recrutement et du perfectionnement

Durant l'année écoulée, l'organisme a modifié son processus de recrutement et d'embauche, créant la nouvelle Division du recrutement et du perfectionnement. Cette dernière est chargée de coordonner le recrutement et le perfectionnement de nouveaux professionnels de même que le maintien de leur emploi et d'assurer le mentorat, la formation et le perfectionnement de ces recrues.

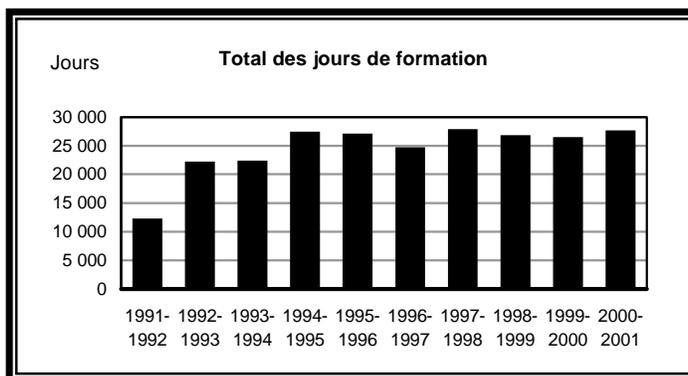


Utilisation accrue des concours génériques

L'organisme a davantage recours aux concours génériques afin de répondre encore plus facilement aux exigences opérationnelles prioritaires et d'améliorer les possibilités de perfectionnement professionnel, favorisant du même coup le maintien de ses effectifs. Les concours génériques sont maintenant la norme dans les groupes principaux pour tous les niveaux supérieurs du recrutement. La tenue de concours génériques se fonde sur le modèle du parcours de carrière et est gérée par un comité, qui en surveille l'administration à l'échelle de l'organisme, contrôlant les étapes, désignant des gestionnaires aux comités et publiant un calendrier pour que les employés soient informés de la tenue d'un concours.

Infrastructure de la connaissance : investissements dans la formation des employés

Pour composer avec l'expansion sans précédent que vit Statistique Canada à l'heure actuelle et pour réduire les risques découlant de la vague accélérée de retraites, l'organisme continue à investir intensément dans la formation et le perfectionnement de même qu'à examiner et à mettre à jour ses cours pour répondre aux besoins émergents. L'organisme a lancé récemment des initiatives d'avant-garde, notamment le :



Programme de sélection et de perfectionnement des EX

Le Programme de sélection et de perfectionnement des EX est le premier programme de perfectionnement des cadres de son genre dans la fonction publique. Il prévoit une nomination initiale au niveau EX-1 et une période de mentorat et de formation individualisée, débouchant sur le passage au niveau EX-2. L'organisme reconnaît par ce programme que bon nombre des nouveaux cadres désignés auront une carrière plus brève que celle de leurs prédécesseurs et que leur besoin de formation et de mentorat sera donc plus grand.

Programme des anciens employés

Conscient que l'accès au savoir des vétérans expérimentés ralentira dans l'avenir, l'organisme a lancé l'avant-gardiste Programme des anciens employés conformément aux directives, formulées par le Secrétariat du Conseil du Trésor, concernant l'après-mandat des fonctionnaires. Ce programme innovateur apparie les compétences des employés à la retraite de Statistique Canada aux projets nécessitant une ressource rare du point de vue de la connaissance de l'organisation, de la sagesse et de l'expérience. Il permet à l'organisme de faire appel aux services de retraités possédant des connaissances et des compétences spécialisées pour optimiser un projet, élaborer des programmes, faciliter le transfert de compétences et de savoir-faire, transmettre le savoir historique par la formation et le mentorat ou augmenter la capacité de l'organisme de composer avec les périodes de pointe.

Cours de formation assistée par ordinateur et groupe de travail sur la formation en ligne

En 2000-2001, Statistique Canada a mis à la disposition de ses employés des cours de formation assistée par ordinateur (sur son réseau intranet) afin de maximiser l'accès à la formation, et ce, dans le but d'accroître des compétences au sein de l'organisme.

SECTION III

RENDEMENT FINANCIER

Aperçu du rendement financier

A. Tableaux financiers récapitulatifs

Vous trouverez ci-après une liste des tableaux financiers inclus dans le présent rapport.

Sommaire des crédits approuvés	Résultats déclarés dans le tableau 7
Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles	Résultats déclarés dans le tableau 8
Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles	Résultats déclarés dans le tableau 9
Recettes disponibles	Résultats déclarés dans le tableau 10
Recettes non disponibles	Résultats déclarés dans le tableau 11
Paiements de transfert	Résultats déclarés dans le tableau 12
Ressources de 2000-2001 par secteur de programme et secteur d'activité	Résultats déclarés dans le tableau 13

Veillez noter que seuls les tableaux financiers s'appliquant à Statistique Canada figurent dans la liste. D'autres tableaux tels que Concordanance entre l'ancienne et la nouvelle affectation des ressources, Paiements législatifs, Dépenses en capital par secteur d'activité, Projets d'immobilisations par secteur d'activité, État des grands projets de l'État, Prêts, investissements et avances, Sommaires financiers du fonds renouvelable et Passif éventuel ne s'appliquent pas à l'organisme.

Tableau financier 7 : Sommaire des crédits approuvés

Besoins financiers par autorisation (en millions de dollars)

Crédit	Dépenses prévues 2000-2001	Autorisations totales 2000-2001 ¹	Dépenses réelles 2000-2001
Statistique Canada			
110 Dépenses de programme	375,8	400,0	384,8
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58,8	65,2	65,2
Total de l'organisme	434,6	465,2	450,0

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 8 : Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues de l'organisme par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	ETP	Dépenses de fonctionnement	Dépenses en immobilisations	Subventions et contributions	Total des dépenses brutes	Moins : recettes disponibles*	Total des dépenses nettes
Statistique économique et sociale	4 482	388,3	0,0	0,0	388,3	75,6	312,7
	<i>4 451</i>	<i>416,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>417,3</i>	<i>75,6</i>	<i>341,7</i>
	4 372	396,9	0,0	0,6	397,5	68,7	328,8
Statistique du Recensement de la population	1 095	134,2	0,0	0,0	134,2	12,3	121,9
	<i>1 573</i>	<i>135,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>135,8</i>	<i>12,3</i>	<i>123,5</i>
	1 545	132,0	0,0	0,0	132,0	10,8	121,2
Total	5 577	522,5	0,0	0,0	522,5	87,9	434,6
	<i>6 024</i>	<i>552,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>553,1</i>	<i>87,9</i>	<i>465,2</i>
	5 917	528,9	0,0	0,6	529,5	79,5	450,0
Autres recettes et dépenses							2,5
Recettes non disponibles**							2,5
							2,5
Coût des services offerts par d'autres ministères							39,3
							<i>40,4</i>
							42,6
Coût net du programme							476,4
							<i>508,1</i>
							495,1

Note :

- Les chiffres en caractères ordinaires correspondent aux dépenses prévues pour 2000-2001.
- Les chiffres en italique correspondent aux autorisations totales pour 2000-2001 (budgets des dépenses principal et supplémentaire et autres autorisations).
- Les chiffres en caractères gras correspondent aux dépenses ou recettes réelles en 2000-2001.
- * Auparavant appelées « recettes à valoir sur le crédit ».
- ** Auparavant appelées « recettes à valoir sur le Trésor ».

Tableau financier 9 : Comparaison historique des dépenses totales prévues et des dépenses réelles

Dépenses prévues par opposition aux dépenses réelles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Dépenses réelles 1998-1999	Dépenses réelles 1999-2000	Dépenses prévues 2000-2001	Autorisations totales 2000-2001 ¹	Dépenses réelles 2000-2001
Statistique économique et sociale	291,2	316,6	312,7	341,7	328,8
Statistique du Recensement de la population	44,7	39,3	121,9	123,5	121,2
Total	335,9	355,9	434,6	465,2	450,0

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

Tableau financier 10 : Recettes disponibles*

Recettes disponibles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Recettes réelles 1998-1999	Recettes réelles 1999-2000	Recettes prévues 2000-2001	Autorisations totales 2000-2001 ¹	Recettes réelles 2000-2001
Statistique économique et sociale	48,1	52,3	75,6	75,6	68,7
Statistique du Recensement de la population	17,7	15,5	12,3	12,3	10,8
Total des recettes disponibles*	65,8	67,8	87,9	87,9	79,5

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

* Auparavant appelées « recettes à valoir sur le crédit ».

Tableau financier 11 : Recettes non disponibles*

Recettes non disponibles par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Recettes réelles 1998-1999	Recettes réelles 1999-2000	Recettes prévues 2000-2001	Autorisations totales 2000-2001 ¹	Recettes réelles 2000-2001
Statistique économique et sociale	1,0	1,1	2,5	2,5	2,5
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des recettes non disponibles*	1,0	1,1	2,5	2,5	2,5

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

* Auparavant appelées « recettes à valoir sur le Trésor ».

Tableau financier 12 : Paiements de transfert

Paiements de transfert par secteur d'activité (en millions de dollars)

Secteur d'activité	Paiements réels 1998-1999	Paiements réels 1999-2000	Dépenses prévues 2000-2001	Autorisations totales 2000-2001 ¹	Paiements réels 2000-2001
SUBVENTIONS					
Statistique économique et sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CONTRIBUTIONS					
Statistique économique et sociale	0,5	0,6	0,0	0,6	0,6
Statistique du Recensement de la population	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des contributions	0,5	0,6	0,0	0,6	0,6
Total des paiements de transfert	0,5	0,6	0,0	0,6	0,6

1. Les autorisations totales sont la somme des montants prévus aux budgets des dépenses principal et supplémentaire et des autres autorisations.

SECTION IV

APERÇU DE L'ORGANISME

Mandat

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens. Statistique Canada est également appelé à diriger l'appareil statistique du pays et à coordonner ses activités. En vertu d'autres lois fédérales, Statistique Canada doit aussi fournir des données à des fins particulières.

Recueillir, dépouiller, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de ses citoyens.

Énoncé de mission

La mission de Statistique Canada est d'informer les citoyens, les entreprises et les administrations publiques du Canada à propos de l'évolution de la société et de l'économie, et de promouvoir un appareil statistique national de grande qualité.

Organigramme des secteurs de programme et des secteurs d'activité

Le ministre de l'Industrie est responsable de Statistique Canada. L'organisme est dirigé par le statisticien en chef du Canada, qui est secondé par sept statisticiens en chef adjoints (SCA) : quatre sont responsables de programmes statistiques et trois, de services techniques et de gestion. Le tableau ci-après indique les rapports entre les deux principaux secteurs d'activité du Programme de Statistique Canada et la structure organisationnelle. Il expose également en détail les ressources de 2000-2001 par secteur de programme et secteur d'activité.

Tableau 13 : Ressources de 2000-2001 par secteur de programme et secteur d'activité

(Comparaison des dépenses totales prévues et des dépenses réelles, en millions de dollars)

Secteur d'activité	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA	SCA	Sous-totaux	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Totaux	Pourcentage du TOTAL	
	Statistique sociale, des institutions et du travail	Statistique du commerce et des entreprises	Études analytiques et comptes nationaux	Analyse et développement	Communications et opérations	Informatique et méthodologie					SCA Services de gestion
Statistique économique et sociale	48,7	73,5	26,6	10,9	73,2	52,4	103,0	388,3	75,6	312,7	72 %
	<i>37,8</i>	<i>77,8</i>	<i>26,7</i>	<i>11,6</i>	<i>89,2</i>	<i>65,5</i>	<i>108,7</i>	<i>417,3</i>	<i>75,6</i>	<i>341,7</i>	73 %
	35,2	75,4	27,1	11,1	88,2	63,3	97,2	397,5	68,7	328,8	73 %
Statistique du Recensement de la population	46,2	---	---	0	59,6	25,9	2,5	134,2	12,3	121,9	28 %
	<i>49,1</i>	---	---	<i>0</i>	<i>56,8</i>	<i>26,4</i>	<i>3,5</i>	<i>135,8</i>	<i>12,3</i>	<i>123,5</i>	27 %
	48,5	0,0	0,0	0	56,4	25,3	1,8	132,0	10,8	121,2	27 %
Ensemble du programme	94,9	73,5	26,6	10,9	132,8	78,3	105,5	522,5	87,9	434,6	100 %
	<i>86,9</i>	<i>77,8</i>	<i>26,7</i>	<i>11,6</i>	<i>146,0</i>	<i>91,9</i>	<i>112,2</i>	<i>553,1</i>	<i>87,9</i>	<i>465,2</i>	100 %
	83,7	75,4	27,1	11,1	144,6	88,6	99,0	529,5	79,5	450,0	100 %

Note : Les chiffres en caractères ordinaires indiquent les dépenses prévues, les chiffres en italique indiquent les autorisations totales et les chiffres en caractères gras indiquent les dépenses et les recettes réelles de 2000-2001.

Descriptions des secteurs d'activité

Pour mieux faire comprendre son Programme, Statistique Canada a regroupé ses activités en deux grands secteurs d'activité : la statistique économique et sociale et la statistique du Recensement de la population.

1. Statistique économique et sociale

Description

Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité — la statistique économique et la statistique sociale — qui en tracent le portrait le plus fidèle. Il est important de noter que la ligne qui sépare ces deux secteurs de service est floue : l'emploi et le chômage sont des phénomènes tant sociaux qu'économiques, au même titre que l'éducation, le coût de la vie et l'inflation.

a) Statistique économique

Ce secteur de service fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant à l'échelle nationale qu'internationale, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. Une autre composante de ce secteur de service porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. L'information fournie comprend notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisé dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

Elle englobe en outre le volume et les incidences financières des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, de même que la mesure de la fluctuation des prix de détail, les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérales et provinciales, et la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

b) Statistique sociale

Ce secteur de service fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des personnes, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui peuvent contribuer à leur bien-être. L'information fournie comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, la mesure du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont liés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. De plus, elle englobe des sujets d'intérêt particulier relativement à la politique sociale.

Ce secteur de service fournit également de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens, y compris les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information fournie porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, ainsi que sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services. Statistique Canada tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

Statistique économique et sociale — 2000-2001

(en millions de dollars)

Dépenses prévues	312,7 \$
<i>Autorisations totales</i>	<i>341,7 \$</i>
Dépenses réelles	328,8 \$

Explication de l'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales pour 2000-2001

Les autorisations totales pour l'exercice 2000-2001 sont de 29,0 millions de dollars, ce qui représente un écart de 9 % par rapport aux dépenses prévues.

Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses pour financer le programme Lacunes statistiques II et par le Conseil du Trésor (crédit 15) pour compenser la rémunération prévue dans la convention collective. De plus, les coûts des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés ont augmenté.

2. Statistique du Recensement de la population

Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il comprend des renseignements détaillés sur les sous-populations et au sujet de petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes-échantillons. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire, ainsi que les projections démographiques, s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les commissions scolaires et les autres organismes locaux des provinces.

Statistique du Recensement de la population — 2000-2001

(en millions de dollars)

Dépenses prévues	121,9 \$
<i>Autorisations totales</i>	<i>123,5 \$</i>
Dépenses réelles	121,2 \$

Explication de l'écart entre les dépenses prévues et les autorisations totales pour 2000-2001

Les autorisations totales pour l'exercice 2000-2001 sont de 1,6 million de dollars, ce qui représente un écart de 1 % par rapport aux dépenses prévues.

Des ressources additionnelles ont été reçues par l'entremise du Conseil du Trésor (crédit 15) pour compenser la rémunération prévue dans la convention collective. De plus, les coûts des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés ont augmenté.

SECTION V

AUTRES RENSEIGNEMENTS

A. Contacts pour plus de renseignements

Région de l'Atlantique

Le centre dispense des services aux populations de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

Services conseils
Statistique Canada
2^e étage, boîte 11
1741, rue Brunswick
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3X8
Appels locaux : (902) 426-5331
Télécopieur : (902) 426-9538

Québec

Le centre dispense des services aux populations du Québec et du Nunavut.

Services conseils
Statistique Canada
Complexe Guy-Favreau
Tour Est, 4^e étage
200, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1X4
Appels locaux : (514) 283-5725
Télécopieur : (514) 283-9350

Ontario

Services conseils
Statistique Canada
Immeuble Arthur-Meighen, 10^e étage
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ontario)
M4T 1M4
Appels locaux : (416) 973-6586
Télécopieur : (416) 973-7475

Région des Prairies

Les centres dispensent des services aux populations du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest.

Services conseils
Statistique Canada
Immeuble Via Rail, bureau 200
123, rue Main
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9
Appels locaux : (204) 983-4020
Télécopieur : (204) 983-7543

Services conseils
Statistique Canada
Park Plaza, bureau 440
2365, rue Albert
Regina (Saskatchewan)
S4P 4K1
Appels locaux : (306) 780-5405
Télécopieur : (306) 780-5403

Services conseils
Statistique Canada
Pacific Plaza, bureau 900
10909, avenue Jasper, N.O.
Edmonton (Alberta)
T5J 4J3
Appels locaux : (780) 495-3027
Télécopieur : (780) 495-5318

Région du Pacifique

Le centre dispense des services aux populations de la Colombie-Britannique et du territoire du Yukon.

Services conseils
Statistique Canada
Tour Library Square
300, rue Georgia Ouest, bureau 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7
Appels locaux : (604) 666-3691
Télécopieur : (604) 666-4863

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique
Statistique Canada
Rez-de-chaussée de l'Immeuble R.-H.-Coats
Avenue Holland
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6
Appels locaux : (613) 951-8116
Télécopieur : (613) 951-0581

*Numéro sans frais pour les demandes de renseignements :
1 800 263-1136*

*Dispositifs de télécommunications pour les personnes
malentendantes : 1 800 363-7629*

Numéro sans frais pour commander seulement : 1 800 267-6677

B. Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données particulières :

<i>Loi canadienne sur les prêts aux étudiants</i>	L.R.C., 1985, ch. S-23, telle qu'amendée
<i>Loi constitutionnelle</i>	1867
<i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	1948, ch. 52
<i>Loi de 1971 sur l'assurance-chômage</i>	L.R.C., 1985, ch. U-1, telle qu'amendée
<i>Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé</i>	L.R.C., 1985, ch. F-8, telle qu'amendée
<i>Loi de 1980 remaniant la législation bancaire</i>	1991, ch. 46
<i>Loi électorale du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. E-1, telle qu'amendée
<i>Loi sur la concurrence</i>	L.R.C., 1985, ch. C-34, telle qu'amendée
<i>Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés</i>	L.R.C., 1985, ch. C-28, telle qu'amendée
<i>Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales</i>	L.R.C., 1985, ch. E-3, telle qu'amendée
<i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>	L.R.C., 1985, ch. O-9, telle qu'amendée
<i>Loi sur la taxe d'accise</i>	L.R.C., 1985, ch. E-14, telle qu'amendée
<i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-2, telle qu'amendée
<i>Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer</i>	L.R.C., 1985, ch. R-4, telle qu'amendée
<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. P-1, telle qu'amendée
<i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>	L.R.C., 1985, ch. 23, (2 ^e suppl.)
<i>Loi sur le Régime de pensions du Canada</i>	L.R.C., 1985, ch. C-8, telle qu'amendée
<i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i>	L.R.C., 1985, ch. W-3, telle qu'amendée
<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>	1992, ch. 48 (annexe)
<i>Loi sur les déclarations des personnes morales</i>	L.R.C., 1985, ch. C-43, telle qu'amendée
<i>Loi sur les juges</i>	L.R.C., 1985, ch. J-1, telle qu'amendée
<i>Loi sur les langues officielles</i>	L.R.C., 1985, ch. O-3, telle qu'amendée
<i>Loi sur les pensions</i>	L.R.C., 1985, ch. P-6, telle qu'amendée
<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	L.R.C., 1985, ch. S-24, telle qu'amendée
<i>Loi sur les subventions aux municipalités</i>	L.R.C., 1970, ch. M-15, telle qu'amendée
<i>Loi sur les traitements</i>	L.R.C., 1985, ch. S-3, telle qu'amendée

C. Calendrier de diffusion des enquêtes principales

Statistique Canada établit un calendrier de diffusion des données de ses principaux produits statistiques. Le tableau ci-après fait état des principaux produits et de leur périodicité.

Tableau 14 : Domaines principaux, produits choisis et niveau de service

Domaines principaux et produits choisis	Niveau de service Fréquence
Assurance-emploi	Mensuelle
Commerce de détail	Mensuelle
Commerce de gros	Mensuelle
Commerce international de marchandises du Canada	Mensuelle
Emploi, gains et durée du travail	Mensuelle
Enquête mensuelle sur les industries manufacturières	Mensuelle
Enquête sur la population active	Mensuelle
Indice composite	Mensuelle
Indice de l'offre d'emploi	Mensuelle
Indice des prix à la consommation	Mensuelle
Indice des prix des logements neufs	Mensuelle
Indice des prix des produits industriels	Mensuelle
Indice des prix des matières brutes	Mensuelle
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	Mensuelle
Permis de bâtir	Mensuelle
Produit intérieur brut réel	Mensuelle
Ventes de véhicules automobiles neufs	Mensuelle
Voyages entre le Canada et les autres pays	Mensuelle
Balance des paiements internationaux	Trimestrielle
Caractéristiques des voyageurs internationaux	Trimestrielle
Compte des voyages internationaux	Trimestrielle
Comptes économiques et financiers nationaux	Trimestrielle
Enquête sur les perspectives du monde des affaires, industries manufacturières	Trimestrielle
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	Trimestrielle
Taux d'utilisation de la capacité industrielle	Trimestrielle
Recettes monétaires agricoles	Trimestrielle
Investissements privés et publics au Canada	Annuelle
Revenu agricole net	Annuelle
Rapports sur les grandes cultures	Saisonniers

En 2000-2001, toutes les enquêtes ci-dessus, sauf deux, ont respecté les dates de diffusion préétablies. En raison d'une erreur dans le calcul du nombre de bénéficiaires, les données de l'Enquête sur l'assurance-emploi ont été diffusées une semaine plus tard que prévu. Les données de l'Enquête sur les voyages entre le Canada et les autres pays ont également été diffusées une semaine plus tard en raison de problèmes opérationnels imprévus.

D. Initiatives de Lacunes statistiques II

◆ *Économie du savoir*

- Enquête sur le milieu de travail et les employés

L'Enquête sur le milieu de travail et les employés vise à jeter de la lumière sur une foule de questions actuelles liées au monde du travail moderne et aux rapports entre les employeurs et les employés.

- Projet d'accès des citoyens aux technologies

L'objectif de ce projet est de déterminer le degré d'accès des Canadiens aux technologies de l'information, la fréquence à laquelle ils utilisent celles-ci et le but visé par cette utilisation.

- Indice de la rémunération totale du travail

Le but de ce projet est de mettre au point un nouvel indice du coût de la main-d'œuvre afin d'aider les décideurs à évaluer les développements sur les marchés du travail — un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique de stabilisation.

◆ *Croissance économique*

- Système d'information sur les sciences et la technologie

L'élaboration d'un système d'information sur les sciences et la technologie vise à fournir de manière intégrée des renseignements sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie, notamment la recherche, le développement et l'innovation, dans tous les secteurs de l'économie; les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique; la diffusion des technologies et des idées dans une économie du savoir.

- Indicateurs socioéconomiques de la « connectivité »

Ce projet permettra de recueillir des données sur le niveau de « connectivité » au Canada et sur les facteurs qui influencent la capacité du pays d'atteindre son objectif de rendre l'infrastructure du savoir accessible à tous les Canadiens. Il servira en outre à déterminer l'utilisation réelle que font ou prévoient faire les ménages et d'autres secteurs de l'économie des technologies de l'information et des communications.

- Statistique de l'environnement

Un système de comptes de l'environnement et des ressources est venu s'ajouter au Système de comptabilité nationale actuel afin de permettre l'analyse des répercussions de l'économie

sur l'environnement et vice versa. L'ensemble de 10 indicateurs englobe l'évolution des richesses naturelles du Canada, l'étendue de la base de ressources naturelles du pays et le niveau d'exploitation de cette base, l'utilisation des ressources et la production d'émissions de gaz à effet de serre par unité d'achat des ménages ainsi que les dépenses consacrées à la protection de l'environnement par les entreprises et les administrations publiques.

- Élargissement des indicateurs canadiens de la durabilité — surveillance du capital naturel

La compréhension des pressions environnementales repose sur l'élaboration d'une approche intégrée à l'égard des politiques environnementales, économiques et sociales. Des mesures exhaustives des richesses, qui comprennent le capital naturel, fournissent des indicateurs de la durabilité du fait qu'elles permettent de démontrer si la valeur du capital — qu'il s'agisse du capital naturel seulement ou du capital naturel et du capital produit mis ensemble — est maintenue et qu'elles contribueront à assurer l'intégration entre l'environnement, l'économie et la société grâce à l'élargissement de la couverture des comptes satellites.

- Statistiques sur le recyclage des marchandises à base de ressources naturelles

Ce projet permettra de mesurer, du point de vue de l'offre, les déchets recueillis aux fins du recyclage au Canada. Cette nouvelle mesure complétera les enquêtes axées sur la demande qu'effectue actuellement Ressources naturelles Canada. Se concentrant d'abord sur les métaux, Statistique Canada établira un profil des entreprises actives dans le secteur, puis élaborera et mettra à l'essai une méthode de collecte des données.

- Répercussions horizontales du secteur des ressources naturelles au Canada

Une initiative à deux volets sera entreprise pour mesurer les répercussions globales des industries des ressources naturelles sur l'économie canadienne et l'économie mondiale et pour mettre au point un cadre permettant de mesurer les effets de l'innovation et de la productivité améliorée dans les industries des ressources naturelles de même que les répercussions des mesures de production environnementale.

◆ *Cohésion sociale*

- Réorientation de l'Enquête sociale générale

L'Enquête sociale générale (ESG) sera remaniée et élargie afin de recueillir des données à l'appui des initiatives de recherche, particulièrement dans les domaines de la cohésion sociale et du développement humain. En 2000 s'est tenue une enquête sur l'accès des citoyens à la technologie de l'information dont les données ont été couplées à des renseignements sur la société et l'économie du savoir. Les plans provisoires prévoient également la tenue d'enquêtes sur les familles, le soutien social et la prestation de soins et sur des questions liées au vieillissement, au bénévolat, au don et à la participation de même qu'à l'emploi du temps, et ce, pour chacune des trois années subséquentes.

- Enquête longitudinale auprès des immigrants

Ce projet vise à étudier le processus grâce auquel les nouveaux immigrants s'adaptent ou s'intègrent à la société canadienne, y compris le déroulement des étapes du processus d'intégration, les facteurs qui influent sur l'intégration et les répercussions des divers services et politiques sur celle-ci. Les résultats de cette enquête permettront de déterminer quels sont les services les plus efficaces pour aider les nouveaux arrivants à s'établir au Canada et de quelle façon ces personnes utilisent les ressources mises à leur disposition.

- Crimes motivés par la haine et autres questions liées à la diversité à l'intérieur du système de justice

Les crimes à caractère haineux et l'inégalité perçue du traitement que réserve le système de justice à divers groupes peuvent polariser la société en fonction de critères raciaux ou ethniques. Ce projet permettra de recueillir des données pour appuyer l'élaboration d'une politique efficace en réponse aux répercussions sociales et économiques des activités à caractère haineux.

- Étude de faisabilité pour une enquête sur les activités agricoles dans les réserves

L'étude de faisabilité vise à élaborer un cadre conceptuel pour la collecte de données sur les activités agricoles et sur l'autosuffisance des peuples autochtones par la pratique d'activités agricoles dans les réserves.

- Segment canadien de la World Values Survey — 1999

Ce projet vise à améliorer notre compréhension de l'évolution des valeurs en appuyant la participation canadienne à la prochaine ronde de la World Values Survey. Cette enquête est l'outil le plus puissant qui soit pour suivre et comprendre les changements que subissent les valeurs et qui modifient profondément la famille, l'économie, les institutions et l'ensemble de la société. L'objectif consiste à recueillir des données de base afin de déterminer la trajectoire et la dynamique de cette évolution des valeurs de façon à mieux comprendre les orientations en matière de politiques et les options acceptables à cet égard.

◆ ***Développement humain***

- Enquête sur les transitions au postsecondaire

L'Enquête sur les transitions au postsecondaire permettra de recueillir des données pour mieux comprendre les facteurs qui touchent les transitions auxquelles font face les jeunes Canadiens entre les études postsecondaires et le monde du travail, et ce, afin d'appuyer l'élaboration de politiques et de programmes conçus pour aider les jeunes à réussir ces transitions.

- Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie

Au fur et à mesure que la société et l'économie canadiennes mettent un accent plus marqué sur le savoir, les Canadiens doivent relever un nouvel ensemble de défis de transition et d'adaptation. L'Enquête internationale sur les compétences utiles à la vie vise à évaluer directement la performance des adultes de 16 à 65 ans dans les domaines de compétence suivants : *compréhension de textes suivis, compréhension de textes schématiques, capacités de calcul et résolution de problèmes*. Les résultats de cette enquête permettront d'établir le profil, comparable à l'échelle internationale, des compétences de la population canadienne en âge de travailler.

- Changements touchant les cheminements de vie et l'emploi du temps

L'une des principales lacunes, déterminée par le Comité de recherche sur les politiques, du point de vue de la recherche en matière de politiques à l'échelle fédérale a trait aux modèles de cheminement de vie et d'emploi du temps des Canadiens, aux changements que subissent ces modèles et aux répercussions de ces changements. On cherche à recueillir de l'information sur la façon dont les Canadiens répartissent leur temps entre les principales activités dans leur vie et comment cela influe sur leur production actuelle et future, la qualité des soins fournis aux enfants, la qualité de vie des personnes et des familles ainsi que la force des collectivités locales.

- Enquête sur le vieillissement et l'autonomie

Du fait de l'augmentation de l'espérance de vie et de la diminution du taux de natalité, la population canadienne vieillit. Le Canada devrait compter un grand nombre de personnes âgées au sortir de la première décennie du nouveau siècle, ce qui soulève des préoccupations quant aux effets de ce nombre sur les soins de santé, les pensions, la main-d'œuvre, etc. L'enquête permettra d'éclairer les facteurs qui touchent la qualité de vie et l'autonomie des personnes âgées et de mieux comprendre des enjeux comme la santé, la situation sociale, la situation vis-à-vis de l'activité et la planification de la retraite.

- Enquête sur la sécurité financière

L'Enquête sur la sécurité financière permettra de recueillir des données sur la valeur nette des Canadiens, c'est-à-dire la valeur de leur actif moins leur passif. L'objectif de cette enquête est de fournir des renseignements sur la capacité à long terme des Canadiens de subvenir à leurs propres besoins.

◆ *Défis et possibilités à l'échelle mondiale*

- Rapprochement et amélioration des données sur le commerce international de marchandises

Deux facteurs qui touchent l'élaboration de la politique commerciale du Canada nécessitent une meilleure compréhension : les rapprochements des données sur les échanges avec les principaux partenaires commerciaux et les caractéristiques des exportateurs canadiens. Il faut convenir de données sur le commerce avant d'entamer des négociations commerciales. Ce projet consistera à procéder, avec les principaux partenaires commerciaux du Canada, au rapprochement des données sur les flux commerciaux bilatéraux sur une base annuelle. Par ailleurs, on établira une population d'exportateurs qu'on tiendra à jour au fil des ans. Cela nous permettra d'analyser les caractéristiques de nos exportateurs, c'est-à-dire qui ils sont, ce qu'ils exportent et vers quel pays. Ces renseignements sont essentiels à la surveillance et à l'orientation des activités de promotion commerciale.

- Projet sur le commerce et les investissements dans le secteur culturel

Ce projet vise à élaborer des séries de données sur les importations et les exportations de biens et services culturels du Canada et sur les mouvements internationaux des investissements culturels du Canada. Il vise la collecte et la diffusion de données sur l'exportation et l'importation de services culturels, y compris les recettes et les paiements de redevances, le suivi permanent des mouvements internationaux des investissements culturels sur une base pluriannuelle ainsi que la collecte et la diffusion de données sur le commerce et les investissements dans le secteur culturel pour une période de quatre ans.

- Services d'enseignement et de formation

Ce projet permettra de mesurer la performance et les tendances dans le secteur des services d'enseignement et de formation, domaine où un certain nombre de ministères fédéraux font des investissements majeurs. Il fournira des renseignements importants sur les capacités d'offre de services d'enseignement et de formation du Canada, et ce, afin de permettre de cibler de façon plus stratégique les marchés internationaux. En outre, il permettra de mieux comprendre les forces et les faiblesses du secteur, aidant ainsi les ministères fédéraux à mieux analyser les politiques et à mieux planifier les programmes. Les données serviront à guider la mise en œuvre de la stratégie commerciale et à appuyer les décisions du gouvernement et de l'industrie en matière de dépenses.

Index

A

Accessibilité, 12, 15, 41, 44, 45, 46, 47, 51
Accessibilité de l'information, 12, 14, 41
Actualité, 12, 14, 15, 40, 41, 44, 46
, 41
Actualité de l'information, 41
Agriculture biologique, 17
Appartenance ethnique, 32, 34
Autochtones, 31

B

Bénévole, 27, 33
Biotechnologie, 17

C

Cadre d'assurance de la qualité, 5, 12, 15
Centres de données de recherche, 50
Cohérence de l'information, 12, 14, 53
Commerce électronique, 46
Connectivité, 7, 18, 74

D

Discours du Trône, 5, 8
Durable, 33

E

, 31
Éducation, 5, 8, 10, 11, 19, 20, 29, 34, 43, 47, 48, 49, 53,
68, 69, 72
Enfants, 5, 8, 21, 22, 28, 32, 50, 72, 77
, 53
Environnement, 33, 53, 74, 75
Exactitude, 12, 15, 35, 36, 37, 38, 40, 52, 53
Exactitude de l'information, 12, 14, 35
Exportateurs, 26, 78

F

, 58
Fardeau de réponse, 14, 15, 57, 58

G

Gouvernement en direct, 43, 44, 48, 59

I

Immigration, 5, 8, 27, 34
Infrastructure de la connaissance, 12, **13, 14, 57, 58, 59, 61,**
62
Initiative de la recherche sur les politiques, 24, 27, 30
Innovation, 5, 7, 8, 16, 17, 50, 74, 75

Internet, 5, 7, 14, 18, 19, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 51,
52, 59

J

Jeunes, 5, 8, 21, 29, 34, 76
Justice, 10, 11, 34, 48, 69, 76

M

Mandat, 10, 14, 31, 37, 38, 39, 41, 55, 60, 67, 72
Métadonnées, 14, 52, 53
Milieu de travail, 24, 48, 59, 60, 74
Milieu universitaire, 44, 50

O

Organismes génétiquement modifiés, 17

P

Partenaires, 10, 44, 47, 48, 49, 50, 52, 54, 78
, 47
Partenariats, 14, 47, 48, 49, 50
Pertinence, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 27, 33, 34, 37, 40, 41, 52.
Voir
Pertinence du programme, 12, 14, 15, 16
Peuples autochtones, 5, 31, 76
Possibilité d'interprétation, 12, 14, 15, 52, 53
Productivité, 7, 17, 25, 75
Projet d'amélioration des statistiques économiques
provinciales (PASEP), 30, 48, 59

Q

Qualité, 5, 7, 10, 12, 13, 14, 15, 22, 30, 35, 36, 48, 53, 58,
59, 67, 77

R

Recensement, 31, 32, 34, 35, 37, 44, 45, 47, 49, 51, 57, 59,
65, 66, 68, 70
Recensement de la population, 34, 35, 37, 44, 65, 66, 68, 70
Résultats clés, 12, 47

S

Santé, 5, 8, 10, 11, 17, 22, 23, 28, 29, 32, 33, 37, 45, 48, 54,
60, 69, 72, 77
Sciences, 8, 20, 25, 29, 43, 50, 74
Services, 7, 9, 11, 14, 19, 27, 28, 29, 34, 36, 44, 45, 46, 47,
48, 49, 51, 52, 54, 58, 59, 60, 62, 64, 67, 68, 69, 71, 73,
76, 78
Sondage d'opinion auprès des employés, 14
Statistique économique et sociale, 64, 65, 66, 68, 70
Systèmes de classification, 40, 55, 56

T

Travail, 7, 23, 24, 25, 27, 29, 33, 49, 50, 51, 54, 59, 60, 62, 68, 69, 73, 74

V

Volontaire, 27

W

Web, 40, 42, 43, 44, 45, 46, 49, 52, 53